



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**



**PRÉFET  
DE LA MARNE**



**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

# **STRATEGIE TERRITORIALE INTERCOMMUNALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE 2015-2017**

**Juin 2015**

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	
----------	--	--

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>1</b>
<b>1. RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES PRIS EN COMPTE .....</b>	<b>2</b>
<b>2. LE TERRITOIRE CONCERNE ET LA SPECIFICITE D'UNE DEMARCHE TRANS- DEPARTEMENTALE .....</b>	<b>3</b>
<b>3. SYNTHESE DU DIAGNOSTIC PREPARATOIRE A LA MISE EN PLACE DU CISPD ET A L'ELABORATION DE LA PRESENTE STRATEGIE TERRITORIALE .....</b>	<b>8</b>
<b>3.1. Données relative à la délinquance constatée par la Police Nationale et la         Gendarmerie Nationale.....</b>	<b>8</b>
<b>3.1.1. Données en zone Police Nationale .....</b>	<b>8</b>
<b>3.1.2. Données en zone Gendarmerie Nationale .....</b>	<b>12</b>
3.1.2.1. Pour les 7 communes couvertes par la COB de Saint-Dizier .....	12
3.1.2.2. Pour les 20 communes couvertes par la COB de Wassy.....	16
3.1.2.3. Données concernant les 8 communes Marnaises relevant de la COB de Thiéblemont .....	20
<b>3.2. En synthèse, les tendances à l'échelle de la Communauté d'Agglomération sur         les 2 dernières années (2012-2013).....</b>	<b>24</b>
<b>3.3. Synthèse des entretiens conduits auprès des différentes autorités.....</b>	<b>29</b>
3.3.1. Monsieur le Président de la communauté d'agglomération.....	29
3.3.2. Madame la Sous-préfète de Saint-Dizier.....	30
3.3.3. Monsieur le Sous-préfet de Vitry-le-François.....	30
3.3.4. Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Châlons-en-Champagne.....	31
3.3.5. Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Chaumont.....	32
3.3.6. Le représentant du conseil Général de la Haute-Marne .....	33
3.3.7. Le représentant du conseil Général de la Marne .....	34
3.3.8. Le colonel Philippe Chevet commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Marne .....	35
3.3.9. La lecture de deux commandants de compagnie pour la gendarmerie Nationale.....	36
3.3.9.1. Le capitaine Rodrigues commandant la compagnie de Vitry-le-Francois.....	36
3.3.9.2. Le chef d'Escadron Normand commandant la compagnie de Saint-Dizier....	36
3.3.10. La lecture du chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Saint- Dizier .....	37
3.3.11. La Direction Générale des Services et la Direction Générale Adjointe concernée de la Ville de Saint-Dizier et de la Communauté d'Agglomération.....	38

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	
----------	--	--

3.3.12. Monsieur le Maire de Wassy.....	38
3.3.13. Les maires de Sapignicourt et de Perthes.....	39
3.3.14. Les autres maires de la Communauté d'Agglomération .....	40
<b>4. LES OBJECTIFS STRATEGIQUES.....</b>	<b>41</b>
<b>5. LE PLAN D'ACTIONS A POURSUIVRE OU A METTRE EN PLACE .....</b>	<b>42</b>
5.1. <i>Les actions transversales concernant l'ensemble des communes membres de la Communauté d'Agglomération .....</i>	<i>42</i>
5.2. <i>Plan d'actions spécifique à la commune de Saint-Dizier et aux trois autres communes de la CSP .....</i>	<i>45</i>
5.2.1. Plan d'actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance .....	45
5.2.2. Plan d'actions pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales, et l'aide aux victimes .....	48
5.2.3. Plan d'actions pour améliorer la tranquillité publique .....	49
5.2.4. Actions relevant du champ particulier de compétence de la Zone de Sécurité Prioritaire .....	51
5.3. <i>Plan d'actions spécifique à la commune de Wassy .....</i>	<i>52</i>
<b>6. LA GOUVERNANCE ET LE MODE OPERATOIRE .....</b>	<b>54</b>
6.1. <i>Un CISPD d'agglomération et deux CLSPD de « territoires » Saint-Dizier et communes associées d'une part, Wassy d'autre part .....</i>	<i>54</i>
6.1.1. Un CISPD d'agglomération interdépartemental .....	54
6.1.2. Deux CLSPD de territoires et un conseil restreint dédié au suivi des dossiers transversaux .....	54
6.2. <i>Des groupes de travail adaptés aux territoires.....</i>	<i>55</i>
6.2.1. Un groupe de travail adossé au conseil restreint du CISPD pour les 34 autres communes et les dossiers transversaux .....	55
6.2.2. Les groupes de travail rattachés au CLSPD de Saint-Dizier et des 3 communes associées .....	55
6.2.2.1. Trois groupes de travail thématiques.....	55
6.2.2.2. Le groupe en charge du suivi des situations individuelles.....	56
6.2.3. <b>Les groupes de travail propres à Wassy .....</b>	<b>57</b>
6.2.3.1. Les deux groupes de travail thématiques .....	57
6.2.3.2. Un groupe en charge des situations individuelles .....	57
6.3. <i>Deux CDDF à Saint-Dizier et à Wassy .....</i>	<i>59</i>
6.4. <i>Les cellules de coopération de la zone de sécurité prioritaire (ZSP) sur le quartier du vert Bois à Saint-Dizier (CCOFSI et CCOP).....</i>	<i>59</i>

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	
----------	--	--

<b>6.5. Une Maison de Justice et du Droit (MJD) comme nouveau cadre des permanences judiciaires actuelles .....</b>	<b>60</b>
<b>6.6. Une organisation dédiée et un organigramme représentant l'ensemble du dispositif.....</b>	<b>60</b>
6.6.1. Organisation de suivi.....	60
6.6.2. Ordinogramme .....	61
<b>6.7. Un tableau de bord pour assurer le suivi et l'évaluation de ce dispositif .....</b>	<b>62</b>
<b>7. LES FINANCEMENTS. ....</b>	<b>62</b>
<b>8. LA COMMUNICATION.....</b>	<b>63</b>
<b>9. SIGNATURES .....</b>	<b>64</b>
<b>Annexe 1 : Délinquance constatée à l'échelle de la Communauté d'Agglomération (données cumulées pour les 39 communes sur les années 2012 et 2013) .....</b>	<b>65</b>

## **PREAMBULE**

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la communauté de communes de Saint-Dizier, Der et Blaise après l'adhésion de 7 nouvelles communes situées dans le département de la Marne comptait 39 communes (dont 8 Marnaises) soit une population de plus de 45.000 habitants.
- L'EPCI a été transformé au 1<sup>er</sup> janvier 2014 en Communauté d'Agglomération, par application des dispositions de la loi n°2013-403 (intercommunalité d'au moins 30 000 habitants comprenant la commune la plus peuplée du département).
- Dans la perspective de cette transformation, les élus ont validé lors du conseil communautaire du 4 juillet 2013 les statuts de la future communauté d'agglomération.
- C'est dans ce cadre que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, elle exerce de plein droit la compétence relative aux dispositifs locaux d'intérêt communautaire en matière de prévention de la délinquance.
- **Sur ce périmètre existent déjà :**
  - **Deux CLSPD, celui de Saint-Dizier et celui de Wassy dotés tous les deux d'un CDDF et de groupes de travail**
  - **Une stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD) à Saint-Dizier**
  - **Une zone de sécurité prioritaire (ZSP) sur le quartier du Vert Bois à Saint-Dizier, longtemps la seule dans la région avant celle de Reims récemment créée.**
- Autre originalité de la démarche : le bassin de vie ainsi constitué dépend de deux préfectures (Marne et Haute Marne) et de deux sous-préfectures : Saint-Dizier et Vitry-le-François, deux parquets (Chaumont, Châlons en Champagne) deux Conseils Généraux, deux directions académiques, une DDSP, 2 compagnies et plusieurs communautés de brigades et brigades de gendarmerie Nationale.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 2
----------	--	----------

## 1. RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES PRIS EN COMPTE

- Les compétences respectives de l'État et des collectivités territoriales en matière de prévention de la délinquance sont désormais définies au chapitre II du titre III du livre 1 du code de la sécurité intérieure.
- L'article L. 132.13 du code de la sécurité intérieure impose la création d'un CISPD dans les EPCI qui exercent la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance.
- Le décret 2007-1126 du 23 juillet 2007 et les articles D132-7 à D132-12 du code de la sécurité intérieure (ex articles D2211-1 à D2211-4 et D2211-53 à D2211-54 du code général des collectivités territoriales) déterminent le mode de fonctionnement et la composition des CLSPD et CISP
- **Au terme de la loi, la coexistence entre un CISP**  
**D et des CLSPD existants sur un même bassin est possible.**
- Mais il convient alors de déterminer avec précision ce qui relève du CISP
- D et ce qui relève ou reste de compétence municipale (CLSPD)
- Enfin (circulaire du SG – CIPD du 13 octobre 2008) dans l'hypothèse d'un CISP
- D regroupant des communes situées sur des départements différents, ce sont le Préfet, le Procureur de la République et le président du Conseil Général du département où se situe le siège de l'établissement public de coopération intercommunale qui siègent au sein du CISP
- D en accord bien entendu avec leurs homologues du département limitrophe concerné (ici le département de la Marne)
- **Il est exceptionnel qu'un CISP**  
**D concerne deux départements. Ce dispositif qui couvrira un bassin de vie de 39 communes va obliger les différents services de l'Etat mais aussi les deux Conseils généraux et les collectivités territoriales concernées à se coordonner au mieux.**
- La présente stratégie territoriale intègre également les recommandations de la circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets du 19 juin 2014 concernant l'articulation entre Cellule de coopération opérationnelle du partenariat et C.L.S.P.D. pour les communes disposant d'une zone de sécurité prioritaire, ce qui est le cas pour Saint-Dizier.

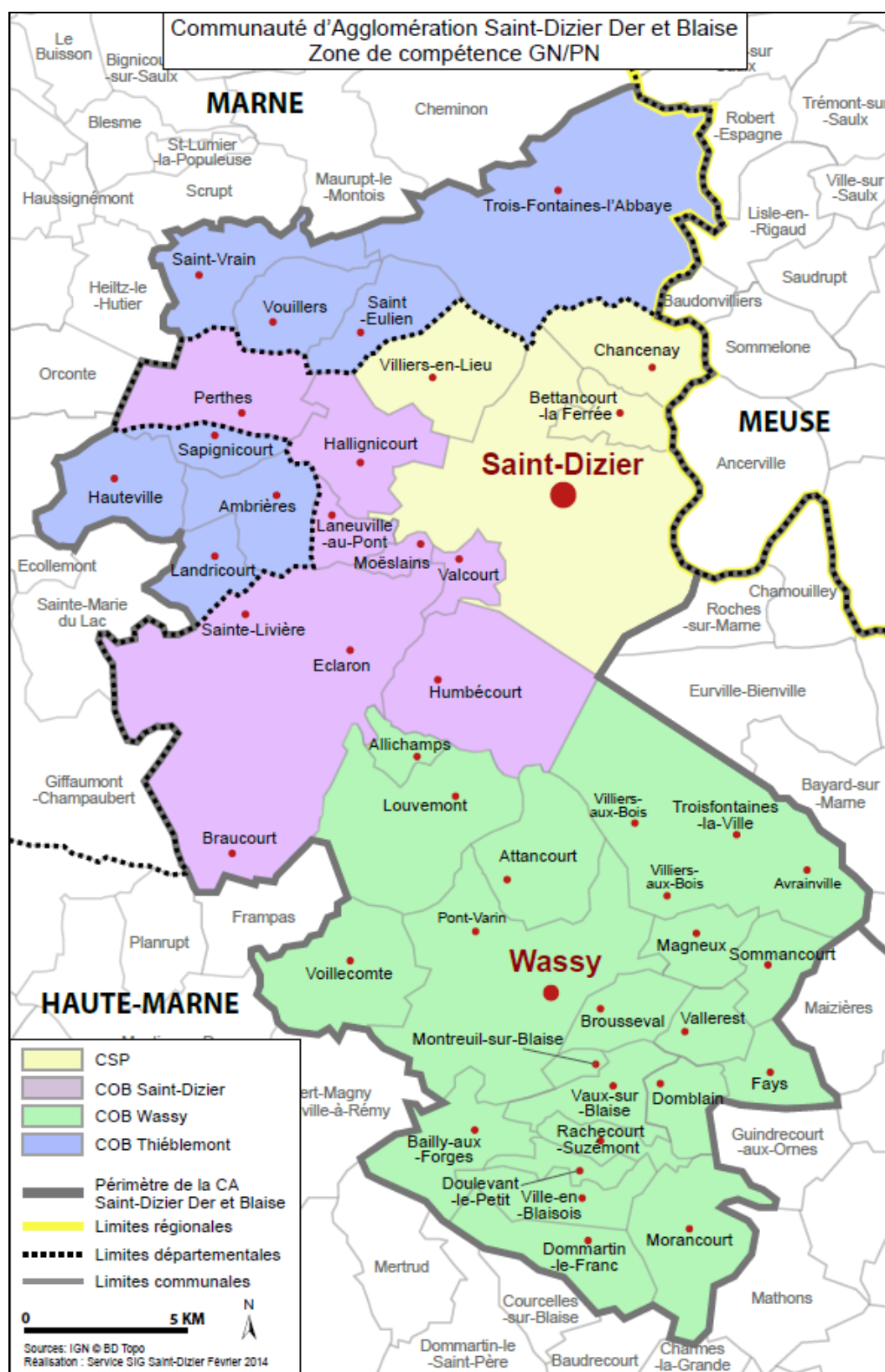
PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 3
----------	--	----------

## 2. LE TERRITOIRE CONCERNE ET LA SPECIFICITE D'UNE DEMARCHE TRANS-DEPARTEMENTALE

- Le périmètre de la Communauté d'Agglomération d'un seul tenant et sans enclave respecte la cohérence territoriale, économique et de bassin, du Nord Haut-Marnais en intégrant les 8 communes limitrophes de la Marne soit un bassin de vie de 44 684 habitants (sur la base des populations légales municipales au 1<sup>er</sup> janvier 2013 – RP 2010 INSEE).
- Le développement économique et l'aménagement de l'espace constituent les principales compétences de l'intercommunalité
- Si ajoutent les compétences structurantes en matière de mise en valeur d'un environnement protégé avec le lac des Leshères ou la « digue » à Wassy mais aussi la mise en valeur d'espaces comme les conservatoires, les théâtres, parcs d'activités, secteurs industriels de la métallurgie, espaces dédiés au développement sportif ou culturel, développement touristique, ...
- Il s'agit avant tout de valoriser le territoire en respectant les espaces naturels, le patrimoine et les savoirs faire locaux notamment dans la fonderie.
- Ce faisant, cela renforce l'attractivité des communes membres et le bassin de vie et notamment les plus petites communes désormais impliquées dans ce développement.
- L'implication de communes situées dans le département de la Marne ne devrait pas poser de problème particulier mais au contraire faire bénéficier ce territoire d'une double attention des services et directions de l'État, du Conseil Général ou des juridictions concernées.
- Dès lors, il devenait naturel que ce développement et cette attractivité s'adosent à cette nouvelle compétence qui concerne la prévention de la délinquance.
- **Il n'y a plus de territoires préservés en ces domaines. Le mythe de la délinquance laissant de côté les espaces ruraux, périurbains ou urbains de départements jusque là pas ou peu concernés par la délinquance a vécu.**
- Il n'est pour s'en convaincre que de suivre le quotidien des faits divers rapportés par la presse locale ou nationale et la délinquance particulière qui sévit le long de la RN4. Quant aux cambriolages, ils impactent désormais toutes les communes.
- Au-delà, ce territoire est particulièrement concerné, comme les deux départements (Marne et Haute-Marne) par le phénomène des addictions (drogues et alcool) aussi bien sur la circonscription de police de Saint-Dizier que sur le territoire de Wassy. Ce qui se traduit notamment par la mise en place d'un CAARUD.
- Tout territoire qui aspire à attirer soit une population de résidents traditionnels, de touristes ou d'entrepreneurs, se doit de leur offrir un certain niveau de tranquillité et de sécurité, tant en ce qui concerne la sécurité des biens que celle des personnes.

- La création d'un CISPD et la mise en place de cette stratégie intercommunale interdépartementale et le maintien des dispositifs existants à Saint-Dizier et Wassy n'ont pas d'autre but.
- **Tel est le sens premier de la mise en place de ces deux dispositifs par essence « d'intérêt communautaire »**
- L'exercice nécessite toutefois une grande précision car le caractère interdépartemental implique en principe des administrations différentes.
- **S'agissant de la présente stratégie territoriale intercommunale et interdépartementale, et en l'absence de textes particuliers, celle-ci est signée par l'ensemble des autorités des deux départements.**





**Population, zones de compétence de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale  
et des Tribunaux de Grande Instance par commune**

	Département	Population municipale	Zone de compétence GN/PN	TGI compétent
Allichamps	Haute-Marne	402	COB Wassy	Chaumont
Attancourt	Haute-Marne	236	COB Wassy	
Bailly-aux-Forges	Haute-Marne	132	COB Wassy	
Bettancourt-la-Ferrée	Haute-Marne	1 794	CSP	
Brousseval	Haute-Marne	734	COB Wassy	
Chancenay	Haute-Marne	1 058	CSP	
Domblain	Haute-Marne	95	COB Wassy	
Dommartin-le-Franc	Haute-Marne	218	COB Wassy	
Doulevant-le-Petit	Haute-Marne	49	COB Wassy	
Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière	Haute-Marne	2 015	COB St Dizier	
Fays	Haute-Marne	79	COB Wassy	
Hallignicourt	Haute-Marne	294	COB St Dizier	
Humbécourt	Haute-Marne	774	COB St Dizier	
Laneuville-au-Pont	Haute-Marne	179	COB St Dizier	
Louvemont	Haute-Marne	739	COB Wassy	
Magneux	Haute-Marne	157	COB Wassy	
Moëslains	Haute-Marne	440	COB St Dizier	
Montreuil-sur-Blaise	Haute-Marne	154	COB Wassy	
Morancourt	Haute-Marne	142	COB Wassy	
Perthes	Haute-Marne	558	COB St Dizier	
Rachecourt-Suzémont	Haute-Marne	111	COB Wassy	
Saint-Dizier	Haute-Marne	25 526	CSP	
Sommancourt	Haute-Marne	62	COB Wassy	
Troisfontaines-la-Ville	Haute-Marne	411	COB Wassy	
Valcourt	Haute-Marne	604	COB St Dizier	
Vallerest	Haute-Marne	50	COB Wassy	
Vaux-sur-Blaise	Haute-Marne	400	COB Wassy	
Ville-en-Blaisois	Haute-Marne	172	COB Wassy	
Villiers-en-Lieu	Haute-Marne	1 580	CSP	
Voillecomte	Haute-Marne	470	COB Wassy	
Wassy	Haute-Marne	2 980	COB Wassy	
Saint-Eulien	Marne	454	COB Thiéblemont	Châlons-en-Champagne
Saint-Vrain	Marne	210		
Troisfontaines-l'Abbaye	Marne	221		
Vouillers	Marne	229		
Ambrières	Marne	220		
Sapignicourt	Marne	357		
Hauteville	Marne	228		
Landricourt	Marne	150		
<b>39 communes dont 8 Marnaises</b>		<b>44 684</b>		

Population légale au 1er janvier 2013 (RP 2010)

- La Communauté d'Agglomération regroupe dès lors :
  - 27 communes Haut-Marnaises relevant de la compétence de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Dizier dont :
    - 20 communes couvertes par la Communauté de Brigades de Wassy
    - 7 communes couvertes par la Communauté de Brigades de Saint-Dizier
  - 4 communes couvertes par la circonscription de sécurité publique de Saint-Dizier
  - 8 communes Marnaises relevant de la compétence de la Communauté de Brigades de Thiéblemont (rattachée à la Compagnie de Gendarmerie de Vitry-le-François) et du ressort du Tribunal de Grande Instance de Châlons-en-Champagne

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 8
----------	--	----------

### 3. SYNTHESE DU DIAGNOSTIC PREPARATOIRE A LA MISE EN PLACE DU CISPD ET A L'ELABORATION DE LA PRESENTE STRATEGIE TERRITORIALE

#### 3.1. *Données relative à la délinquance constatée par la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale*

##### 3.1.1. Données en zone Police Nationale

Les totaux des 4 communes concernées sont inférieurs aux données globales de la Circonscription de Sécurité Publique, un certain nombre de faits enregistrés au commissariat pouvant concerner des faits constatés sur d'autres communes.

- Les 4 communes relevant de la compétence de la Police Nationale représentent une population totale de 29 958 habitants soit 67 % de la population de la Communauté d'Agglomération.
- **La délinquance générale à l'échelle des 4 communes enregistre une décroissance continue depuis 2011 (-7,7 % sur trois ans).**
- En 2013, la délinquance générale est de 1751 faits constatés, soit une baisse de 5,9 % par rapport à 2012 avec cependant :
  - Une baisse plus significative sur Saint-Dizier (-6 %) et Bettancourt (-8 % correspondant à 8 faits en moins)
  - Une stabilité sur Chancenay (commune peu touchée par la délinquance) et Villiers-en-lieu même si cette dernière est actuellement impactée par les agissements de quelques mineurs bien identifiés
- **Le taux moyen de délinquance en 2013 sur les 4 communes est de 58,45 % (62,2 ‰ pour la Ville centre).**
- Est plus particulièrement concernée en volume, au-delà de la Ville de Saint-Dizier, la commune de Bettancourt-la-Ferrée (92 faits constatés en 2013 soit un taux de délinquance de 51,3 ‰) malgré un recul de la délinquance sur la durée.
- **Le taux d'élucidation, stable, se situe à 43,7 %, ce qui est supérieur à la moyenne nationale (environ 38 %).**
- A l'échelle des 4 communes, 634 personnes ont été mises en cause en 2013 (chiffre en baisse depuis 2012), dont 125 mineurs (chiffres également en baisse).
- De ce fait, le **taux de délinquance des mineurs** qui était en 2011 de 23 % a diminué en 2012 et 2013 pour se situer à 19,7 % mais reste au-dessus du taux moyen national (17,5 %).
- **Les indicateurs de pilotage des services (ex délinquance de proximité)** qui enregistraient eux aussi leur niveau le plus élevé en 2011 connaissent une forte décroissance (-16,7 % en trois ans) avec 695 faits constatés en 2013.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 9
----------	--	----------

- La part de cette délinquance dans le total des faits constatés passe dès lors à 39,7 % alors qu'elle atteignait 44 % en 2011.
- Les principales infractions de proximité à prendre en compte sont :
  - **Les cambriolages** : forte hausse en 2012 (+28,6 %) et maintien à un niveau élevé en 2013 avec un recul sur les 3 autres communes mais une hausse qui se poursuit sur Saint-Dizier (+6 %). A noter cependant un recul très significatif sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 notamment sur le Vert Bois et le centre.
  - **Les vols de véhicules et de frêt** : hausse continue sur trois ans
  - **Les vols d'accessoires sur véhicules** malgré une tendance à la baisse sur les trois années
  - **Les dégradations des biens privés (59 faits)** en hausse en 2013
- A noter que les vols avec violence (en baisse) et les incendies de biens publics concernent exclusivement les communes de Saint-Dizier et de Bettancourt et que les dégradations de biens publics touchent exclusivement Saint-Dizier.
- Pour **les atteintes aux biens** (qui reprennent une partie des indicateurs de pilotage des services auxquels s'ajoutent les vols simples), on observe là aussi une tendance à la baisse avec toutefois un maintien des vols simples au préjudice des particuliers à un niveau élevé et une légère hausse des vols à l'étalage.
- Pour ce qui concerne les **atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP)**, elles ont connu un pic en 2012 et se stabilisent en 2013.
  - Les coups et blessures volontaires représentent 42 % de cet agrégat (contre 51,8 % en 2011), les violences physiques non crapuleuses connaissant une tendance à la baisse sur les trois dernières années. Saint-Dizier et Villiers en lieu sont les plus concernées par ces faits
  - Les violences physiques crapuleuses dans lesquelles on retrouve les vols avec violence sont en diminution sur les trois années.
  - Il en est de même des violences sexuelles
  - Par contre les **menaces de violence** progressent de manière significative sur la période 2011-2013
- Les **infractions économiques et financières** ont connu un recul significatif en 2012 et se stabilisent en 2013 mais parmi celles-ci on note :
  - Une hausse des falsifications et usages de chèques et cartes de crédit en 2013
  - Une baisse des escroqueries et abus de confiance qui enregistraient un pic en 2012

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 10
----------	--	-----------

- Les infractions révélées à l'initiative des services (IRAS) tendent à reculer. Dans cet agrégat, les infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS) connaissent la même tendance, ces faits relevant pour l'essentiel d'une simple consommation avec une dizaine d'affaires par an de trafics ou usage-revente révélées.

**Principaux indicateurs de la délinquance constatée à l'échelle des  
4 communes relevant de la compétence de la Police Nationale**

**Total pour les 4 communes relevant de la CSP de SAINT-DIZIER**

Population : **29958**

	2011	2012	2013	Evol 11-12	Evol 12-13
<b>Délinquance générale</b>					
Faits constatés DG	<b>1897</b>	<b>1860</b>	<b>1751</b>	-1,95%	-5,86%
Faits élucidés DG	829	795	766	-4,10%	-3,65%
Total MEC	718	697	634	-2,92%	-9,04%
Mineurs	165	148	125	-10,30%	-15,54%
Part Mineurs	22,98%	21,23%	19,72%		
<b>Taux de délinquance pour 1000 hab</b>			<b>58,45</b>		
<b>Délinquance de proximité (IPS) - Indicateurs de Pilotage des Services</b>					
Faits constatés IPS	<b>835</b>	<b>795</b>	<b>695</b>	-4,79%	-12,58%
Faits élucidés IPS	133	98	103	-26,32%	5,10%
Part IPS	44,02%	42,74%	39,69%		
<b>Total Indicateurs des Atteintes aux Biens (IAB)</b>	<b>1117</b>	<b>1094</b>	<b>1005</b>	-2,06%	-8,14%
Part IAB	58,88%	58,82%	57,40%		
Dont vols simples au préjudice de particuliers (32,42 et 43)	189	200	199	5,82%	-0,50%
Dont vols à l'étalage (33)	45	51	57	13,33%	11,76%
Dont autres vols simples (39 , 40,41)	57	57	51	0,00%	-10,53%
<b>Total Atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP)</b>	<b>330</b>	<b>344</b>	<b>342</b>	4,24%	-0,58%
Part AVIP	17,40%	18,49%	19,53%		
Dont volences physiques non crapuleuses	215	202	200	-6,05%	-0,99%
Dont CBV	171	146	144	-14,62%	-1,37%
Dont violences physiques crapuleuses	49	48	31	-2,04%	-35,42%
Dont violences sexuelles	20	16	16	-20,00%	0,00%
Dont menaces de violence	46	78	95	69,57%	21,79%
<b>TOTAL Infractions Economiques et Financières (IEF)</b>	<b>174</b>	<b>135</b>	<b>133</b>	-22,41%	-1,48%
Part IEF	9,17%	7,26%	7,60%		
Dont falsifications et usages de chèques volés (89)	61	31	51	-49,18%	64,52%
Dont falsifications et usages de cartes de crédits (90)	32	14	23	-56,25%	64,29%
Dont escroqueries et abus de confiance (91)	74	83	54	12,16%	-34,94%
<b>Total Infractions Révélées par l'Action des Services (IRAS)</b>	<b>220</b>	<b>209</b>	<b>193</b>	-5,00%	-7,66%
Part IRAS	11,60%	11,24%	11,02%		
Dont ILS	161	152	145	-5,59%	-4,61%
Dont consommation ILS	145	142	136	-2,07%	-4,23%
Dont port ou détention d'armes prohibées	30	30	24	0,00%	-20,00%

Détail des IPS	2011	2012	2013	Evol 11-12	Evol 12-13
Vol à main armée (15 à 19)	2	1	2	-50,00%	100,00%
Vols avec arme blanche (20 à 22)	4	7	2	75,00%	-71,43%
Vols avec violence (23, 25, 26)	42	39	26	-7,14%	-33,33%
Cambriolages (27 à 30)	203	261	253	28,57%	-3,07%
Vols à la tire (32)	12	11	1	-8,33%	-90,91%
Vols de véhicules + frêt (34, 35)	55	60	78	9,09%	30,00%
Vols 2 roues motorisés (36)	66	57	46	-13,64%	-19,30%
Vols à la roulotte (37)	128	83	55	-35,16%	-33,73%
Vols d'accessoires sur véhicule (38)	108	104	90	-3,70%	-13,46%
Dégradations biens publics (66)	15	15	10	0,00%	-33,33%
Dégradations biens privés (67)	52	42	59	-19,23%	40,48%
Dégradations de VL privés (68)	59	54	14	-8,47%	-74,07%
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)	89	61	59	-31,46%	-3,28%
<b>TOTAL</b>	<b>835</b>	<b>795</b>	<b>695</b>	<b>-4,79%</b>	<b>-12,58%</b>

### 3.1.2. Données en zone Gendarmerie Nationale

A noter que contrairement à la Police Nationale, les incendies volontaires de biens publics et privés ne sont pas comptabilisés dans le total de la délinquance de proximité.

Les totaux des communes sont inférieurs aux données globales des COB concernées qui couvrent également d'autres communes situées en dehors de la Communauté d'Agglomération.

#### 3.1.2.1. Pour les 7 communes couvertes par la COB de Saint-Dizier



Total pour les 7 communes relevant de la COB de SAINT-DIZIER					
	2011	2012	2013	Population : 4864 Evol 11-12	Evol 12-13
<b>Délinquance générale</b>					
Faits constatés DG	217	261	295	20,28%	13,03%
Faits élucidés DG	52	117	57	125,00%	-51,28%
Total MEC		76	59	#DIV/0!	-22,37%
Mineurs				#DIV/0!	#DIV/0!
Part Mineurs	#DIV/0!	0,00%	0,00%		
<b>Taux de délinquance pour 1000 hab</b>			60,65		
<b>Délinquance de proximité (IPS) - Indicateurs de Pilotage des Services</b>					
Faits constatés IPS	125	177	207	41,60%	16,95%
Faits élucidés IPS	15	61	19	306,67%	-68,85%
Part IPS	57,60%	67,82%	70,17%		
<b>Total Indicateurs des Atteintes aux Biens (IAB)</b>	159	214	255	34,59%	19,16%
Part IAB	73,27%	81,99%	86,44%		
Dont vols simples au préjudice de particuliers (32,42 et 43)	20	21	17	5,00%	-19,05%
Dont vols à l'étalage (33)	2	2	1	0,00%	-50,00%
Dont autres vols simples (39 , 40,41)	12	9	22	-25,00%	144,44%
<b>Total Atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP)</b>	15	24	14	60,00%	-41,67%
Part AVIP	6,91%	9,20%	4,75%		
Dont violences physiques non crapuleuses	10	17	6	70,00%	-64,71%
Dont CBV	9	15	4	66,67%	-73,33%
Dont violences physiques crapuleuses	0	1	1	#DIV/0!	0,00%
Dont violences sexuelles	1	3	2	200,00%	-33,33%
Dont menaces de violence	4	3	5	-25,00%	66,67%
<b>TOTAL Infractions Economiques et Financières (IEF)</b>	10	11	7	10,00%	-36,36%
Part IEF	4,61%	4,21%	2,37%		
Dont falsifications et usages de chèques volés (89)	0	1	1	#DIV/0!	0,00%
Dont falsifications et usages de cartes de crédits (90)	0	0	1	#DIV/0!	#DIV/0!
Dont escroqueries et abus de confiance (91)	8	6	4	-25,00%	-33,33%
<b>Total Infractions Révélées par l'Action des Services (IRAS)</b>	3	8	5	166,67%	-37,50%
Part IRAS	1,38%	3,07%	1,69%		
Dont ILS	1	2	2	100,00%	0,00%
Dont consommation ILS	1	2	2	100,00%	0,00%
Dont port ou détention d'armes prohibées	0	0	2	#DIV/0!	#DIV/0!

Détail des IPS	2011	2012	2013	Evo/ 11-12	Evo/ 12-13
Vol à main armée (15 à 19)	0	1	0	#DIV/0!	-100,00%
Vols avec arme blanche (20 à 22)	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Vols avec violence (23, 25, 26)	0	0	1	#DIV/0!	#DIV/0!
Cambriolages (27 à 30)	29	30	48	3,45%	60,00%
Vols à la tire (32)	3	3	2	0,00%	-33,33%
Vols de véhicules + frêt (34, 35)	7	12	33	71,43%	175,00%
Vols 2 roues motorisés (36)	1	1	3	0,00%	200,00%
Vols à la roulotte (37)	34	36	46	5,88%	27,78%
Vols d'accessoires sur véhicule (38)	38	79	58	107,89%	-26,58%
Dégradations biens publics (66)	3	5	5	66,67%	0,00%
Dégradations biens privés (67)	2	8	1	300,00%	-87,50%
Dégradations de VL privés (68)	8	2	10	-75,00%	400,00%
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)					
TOTAL	125	177	207	41,60%	16,95%
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)	0	8	9	#DIV/0!	0,125

- Les 7 communes relevant de la compétence de la COB de Saint-Dizier représentent 4 864 habitants soit 10,9 % de la population de la communauté d'agglomération.
- La délinquance générale à cette échelle enregistre une progression constante sur la période 2011-2013 (+36 % en trois ans)
- En 2013, la délinquance générale, est de 295 faits constatés. Ceci représente 54 % des faits constatés sur l'ensemble de la COB.
- **Le taux moyen de délinquance sur ces 7 communes est de 60,65 ‰.**
- Sont plus particulièrement concernées en volume, les communes de :
  - **Perthes (104 faits en 2013), commune longée par la RN 4 accueillant notamment sur son territoire un restaurant routier et un parking dédié aux poids lourds qui constituent un point sensible s'agissant de vols de gasoil (enregistrés dans les vols d'accessoires sur véhicules) et des vols simples**
  - **Hallignicourt (71 faits), ce qui induit un fort taux de délinquance compte tenu de ses 294 d'habitants, cette commune étant elle aussi plus particulièrement concernée par les atteintes aux véhicules en raison notamment de la présence de 4 stations service situées de part et d'autre de la RN4.**
  - **Eclaron-Braucourt-Ste Livière (66 faits), le taux de délinquance (32,7 ‰) restant faible au regard de sa population (2015 habitants) et de la fréquentation de la base de loisirs.**
- Le taux d'élucidation qui atteignait 44,8 % en 2012 recule en 2013 pour se situer à 19,3 %

- Parallèlement le nombre de personnes mises en cause est en diminution, la Gendarmerie Nationale n'étant pas en mesure de fournir par commune le nombre de mineurs parmi ceux-ci. Pour mémoire, le taux d'implication des mineurs à l'échelle de la COB se situe à 13,8 % en 2013 contre 29,3 % en 2012.
- **Les indicateurs de pilotage des services (ex délinquance de proximité)** connaissent une hausse encore plus significative que la délinquance générale (+65,6 % en trois ans).
- De ce fait, la part de cette délinquance dans le total des faits constatés passe de 57,6 % en 2011 (ce qui était déjà élevé) à 70,2 % en 2013.
- Les principales infractions de proximité à prendre en compte sont :
  - **Les cambriolages** : en hausse constante
  - **Les vols à la roulotte** : également en hausse constante
  - **Les vols de véhicules et de frêt** également en hausse continue (cf remarque supra concernant Perthes et Hallignicourt)
  - **Les vols d'accessoires sur véhicule** qui malgré un recul en 2013 restent à un niveau élevé
  - **Les dégradations de véhicules privés** qui repartent également en forte hausse en 2013
- **Les incendies volontaires de biens publics et privés** ont marqué l'année 2012 (8 faits constatés contre 0 en 2011) et restent d'actualité en 2013 : 9 faits constatés)
- Ces évolutions se retrouvent au niveau de l'agrégat concernant les **atteintes aux biens** (+ 60 % en trois ans) parmi lequel est également à souligner une hausse significative des vols simples en 2013.
- On note un nombre contenu **d'atteintes à l'intégrité physique (AVIP)** avec un recul des violences physiques non crapuleuses ( dont les coups et blessures volontaires) et des violences sexuelles mais une hausse là aussi des menaces de violence.
- Le nombre **d'infractions économiques et financières** est en diminution et concerne pour l'essentiel les escroqueries et abus de confiance.
- Les infractions révélées à l'initiative des services (IRAS) oscillent en dents de scie avec des **infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS)** relativement stables mais 2 affaires de port ou détention d'armes prohibées en 2013

### 3.1.2.2. Pour les 20 communes couvertes par la COB de Wassy

<b>TOTAL POUR LES 20 COMMUNES RELEVANT DE LA COB DE WASSY</b>					
	2011	2012	2013	Population :	7793
<b>Délinquance générale</b>					
Faits constatés DG	<b>213</b>	<b>254</b>	<b>356</b>	19,25%	40,16%
Faits élucidés DG	60	141	147	135,00%	4,26%
Total MEC		126	142	#DIV/0!	12,70%
Mineurs				#DIV/0!	#DIV/0!
Part Mineurs	#DIV/0!	0,00%	0,00%		
<b>Taux de délinquance pour 1000 hab</b>			<b>45,68</b>		
<b>Délinquance de proximité (IPS) - Indicateurs de Pilotage des Services</b>					
Faits constatés IPS	<b>68</b>	<b>89</b>	<b>168</b>	30,88%	88,76%
Faits élucidés IPS	12	29	13	141,67%	-55,17%
Part IPS	31,92%	35,04%	47,19%		
<b>Total Indicateurs des Atteintes aux Biens (IAB)</b>	<b>130</b>	<b>153</b>	<b>220</b>	17,69%	43,79%
Part IAB	61,03%	60,24%	61,80%		
Dont vols simples au préjudice de particuliers (32,42 et 43)	40	27	27	-32,50%	0,00%
Dont vols à l'étalage (33)	5	11	3	120,00%	-72,73%
Dont autres vols simples (39 , 40,41)	12	28	14	133,33%	-50,00%
<b>Total Atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP)</b>	<b>42</b>	<b>47</b>	<b>62</b>	11,90%	31,91%
Part AVIP	19,72%	18,50%	17,42%		
Dont violences physiques non crapuleuses	34	38	40	11,76%	5,26%
Dont CBV	25	23	31	-8,00%	34,78%
Dont violences physiques crapuleuses	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Dont violences sexuelles	0	2	13	#DIV/0!	550,00%
Dont menaces de violence	8	7	9	-12,50%	28,57%
<b>TOTAL Infractions Economiques et Financières (IEF)</b>	<b>11</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	54,55%	-35,29%
Part IEF	5,16%	6,69%	3,09%		
Dont falsifications et usages de chèques volés (89)	0	1	0	#DIV/0!	-100,00%
Dont falsifications et usages de cartes de crédits (90)	0	0	1	#DIV/0!	#DIV/0!
Dont escroqueries et abus de confiance (91)	10	9	7	-10,00%	-22,22%
<b>Total Infractions Révélées par l'Action des Services (IRAS)</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	400,00%	53,33%
Part IRAS	1,41%	5,91%	6,46%		
Dont ILS	3	4	18	33,33%	350,00%
Dont consommation ILS	2	3	8	50,00%	166,67%
Dont port ou détention d'armes prohibées	0	2	3	#DIV/0!	50,00%

Détail des IPS	2011	2012	2013	Evol 11-12	Evol 12-13
Vol à main armée (15 à 19)	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Vols avec arme blanche (20 à 22)	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Vols avec violence (23, 25, 26)	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Cambriolages (27 à 30)	40	63	103	57,50%	63,49%
Vols à la tire (32)	3	3	0	0,00%	-100,00%
Vols de véhicules + frêt (34, 35)	8	5	15	-37,50%	200,00%
Vols 2 roues motorisés (36)	5	3	1	-40,00%	-66,67%
Vols à la roulotte (37)	2	5	22	150,00%	340,00%
Vols d'accessoires sur véhicule (38)	3	4	11	33,33%	175,00%
Dégradations biens publics (66)	3	2	4	-33,33%	100,00%
Dégradations biens privés (67)	2	1	7	-50,00%	600,00%
Dégradations de VL privés (68)	2	3	5	50,00%	66,67%
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)					
<b>TOTAL</b>	<b>68</b>	<b>89</b>	<b>168</b>	<b>30,88%</b>	<b>88,76%</b>
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)	3	1	6	-66,67%	500,00%

- Les 20 communes relevant de la compétence de la COB de Wassy représentent 17,4 % de la population de la communauté d'agglomération.
- **La délinquance générale à cette échelle enregistre là aussi une progression constante sur la période 2011-2013 (+66,7 % en trois ans)**
- En 2013, la délinquance générale, est de 355 faits constatés sur les 20 communes. Ceci représente 60 % de la délinquance constatée sur l'ensemble de la COB
- **Le taux moyen de délinquance sur ces 20 communes est de 45,55 ‰.**
- **La Ville de Wassy, avec 209 faits constatés en 2013**, concentre 59 % de ces faits et connaît un taux de délinquance de 70 ‰.
- Au-delà, sont plus particulièrement concernées en volume, les communes de :
  - Brousseval : 26 faits constatés en 2013 (en hausse) – taux de délinquance de 35,4 ‰
  - Magneux : 19 faits constatés dont 10 infractions à la législation sur les stupéfiants (forte hausse) ce qui induit un taux de délinquance de 121 ‰
  - Rachecourt-Suzémont : 14 faits constatés dont 13 cambriolages en 2013 (forte hausse) – taux de délinquance de 126 ‰
  - Vaux-sur-Blaise : 13 faits constatés en 2013 (en hausse)
  - Louvemont : délinquance stable (12 faits en 2013) mais taux de délinquance faible (16,2 ‰)
  - Montreuil-sur-Blaise : 7 faits constatés en 2013 (en hausse) – taux de délinquance de 45,4 ‰

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 18
----------	--	-----------

- Par ailleurs, 3 communes connaissent un recul de la délinquance mais après avoir enregistré des pics en 2012
    - Voillecomte : 31 faits constatés en 2012 – 12 en 2013
    - Troisfontaines-la-Ville : pic de 2012 (26 faits constatés) lié aux vols simples et cambriolages
    - Attancourt : pic de 2012 (12 faits constatés) imputable aux vols simples au préjudice de particuliers et aux cambriolages
  - Enfin, si le taux de délinquance sur la commune de Fays apparaît également élevé, (50,6 ‰), celui-ci ne porte que sur 4 faits constatés.
- Le taux d'élucidation oscille en dents de scie après avoir augmenté significativement en 2012 ( passant de 28,2 % à 55 %) recule légèrement en 2013 pour se situer à 41,4 %, ce qui reste supérieur à la moyenne nationale.
- Dans le même temps, le nombre de personnes mises en cause progresse sans qu'il ne soit possible de disposer par commune, de la part des mineurs impliqués. Pour mémoire, le taux d'implication des mineurs à l'échelle de la COB est de 18,5 % en 2013 contre 17,4 % en 2012.
- **Les indicateurs de pilotage des services (ex délinquance de proximité)** connaissent une très forte progression (+ 99 faits en 3 ans, ce qui représente une hausse de 143 %), le nombre d'IPS (168 faits en 2013) ayant plus que doublé par rapport à 2012.
- De ce fait, la part de cette délinquance dans le total des faits constatés est passée de 32,4 % en 2011 à 47,3 % en 2013.
- Les principales infractions de proximité à prendre en compte sont :
- **Les cambriolages** : en hausse constante avec une accélération en 2013 (103 faits constatés)
  - **Les vols à la roulotte, les vols de véhicules et de frêt, et les vols d'accessoires sur véhicules** qui étaient relativement stables entre 2011 et 2012 mais qui connaissent de fortes augmentations en 2013.
  - Il en est de même des **dégradations de biens privés**
- **Les incendies volontaires de biens publics et privés** connaissent également une hausse en 2013 : 6 faits constatés (dont 5 sur la ville de Wassy) contre 1 en 2012 et 3 en 2011
- Ces évolutions se retrouvent au niveau de l'agrégat concernant les **atteintes aux biens** en 2013 (+ 43,8 % par rapport à 2012) accentuant la progression observée entre 2011 et 2012 (+17,7 %) même si dans le même temps, les vols simples connaissent en tendance, une baisse.

- **Les atteintes à l'intégrité physique (AVIP)** enregistrent elles aussi une hausse continue qui s'est accélérée en 2013 avec une progression des coups et blessures volontaires et des violences sexuelles.
- Comme sur les communes couvertes par la COB de Saint-Dizier, le nombre **d'infractions économiques et financières** apparaît en diminution et concerne pour l'essentiel les escroqueries et abus de confiance.
- Les infractions révélées à l'initiative des services (IRAS) ont fortement augmenté à l'échelle des 20 communes passant de 3 faits en 2011 à 23 en 2013 dont 18 **infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS)**. Si la Ville de Wassy concentrent les 8 faits relevant d'affaires de consommation, les 10 autres ILS ont été constatées à **Magneux**.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 20
----------	--	-----------

### 3.1.2.3. Données concernant les 8 communes Marnaises relevant de la COB de Thiéblemont

*NB : l'outil informatique ne conservant les données que sur deux années, il n'a pas été possible d'extraire les données pour 2011*

- Les 8 communes Marnaises représentent 4,6 % de la population de la communauté d'agglomération.
- La délinquance générale à cette échelle enregistre une progression de 42 % (25 faits supplémentaires) sur la période 2012-2013
- En 2013, la délinquance générale, est de 85 faits constatés sur les 8 communes. Ceci représente 12,3 % de la délinquance constatée sur l'ensemble de la COB
- **Le taux moyen de délinquance sur ces 8 communes est de 41,08 ‰.**
- **Les deux communes situées en proximité directe de Perthes, apparaissent plus particulièrement concernées :**
  - Sapignicourt avec 21 faits constatés en 2013 (24 en 2012) situant le taux de délinquance à 58,8 ‰
  - Vouilliers, où la délinquance connaît une hausse significative en 2013 passant de 2 faits en 2012 à 15 faits en 2013, soit un taux de délinquance de 65,5 ‰, cette hausse relevant essentiellement des indicateurs de pilotage des services et en particulier des cambriolages
- Au-delà, les autres communes les plus concernées en volume sont :
  - Hauteville : 12 faits constatés en 2013 (8 en 2012) avec un taux de délinquance de 52,63 ‰
  - Ambrières : 10 faits constatés en 2013 (7 en 2012) avec un taux de délinquance de 45,45 ‰
  - Saint-Eulien : 12 faits constatés (11 en 2012) même si le taux de délinquance sur cette commune n'est que de 26,4 ‰, 6 faits concernant des vols à la roulotte
- **D'une manière générale et hormis pour Sapignicourt (3 faits en moins par rapport à 2012), toutes les communes enregistrent une hausse de la délinquance.**
- Les statistiques disponibles au niveau de la compagnie de gendarmerie ne permettent pas de fournir le nombre de faits élucidés et nombre de mineurs mis en cause par commune. A titre informatif, pour l'ensemble de la COB (qui couvre 77 communes au total) :
  - Le taux d'élucidation se situe à 53,1 % en 2013, en hausse par rapport à 2012 (44,4 %)



- Le nombre de personnes mises en cause est passé de 220 en 2012 à 277 en 2013
- Le taux d'implication des mineurs est passé de 32,27 % en 2012 à 20,22 % en 2013, ce qui reste supérieur à la moyenne nationale (17,6 %)
- **Les indicateurs de pilotage des services (ex délinquance de proximité)** sont ici encore une très forte progression : 46 faits en 2013 contre 19 en 2012 (+ 27 faits entre 2012 et 2013 soit une hausse de 142 %) qui influe significativement sur la hausse constatée pour la délinquance générale
- De ce fait, la part de cette délinquance dans le total des faits constatés est passée de 31,7 % en 2012 à 54,1 % en 2013.
- Les principales infractions de proximité à prendre en compte sont :
  - **Les cambriolages** : 15 faits constatés en 2013 (dont 6 à Vouilliers) contre 6 au total en 2012
  - **Les vols de véhicules et de frêt** : 11 faits constatés (dont 4 à Sapignicourt) contre 3 en 2012
  - **Les vols à la roulotte** : 10 faits constatés (dont 6 à Saint-Eulien) contre 3 en 2012
  - **Les dégradations de véhicules privés** : 6 faits en 2013 contre 0 en 2012
- **De la même manière, les incendies volontaires de biens publics et privés passent de 3 à 13 (dont 5 à Sapignicourt et 3 à Troisfontaines l'Abbaye)**
- Ces évolutions se retrouvent au niveau de l'agrégat concernant les **atteintes aux biens** : 72 faits constatés en 2013 contre 45 en 2012 (+ 27 faits) même si dans le même temps, les vols simples apparaissent relativement stables, voire en diminution s'agissant des vols simples au préjudice de particuliers.
- **Les atteintes à l'intégrité physique (AVIP)** apparaissent contenue sur les 8 communes marnaises : 3 faits constatés en 2013 (2 sur Hauteville et 1 sur Troisfontaines l'Abbaye) contre 4 en 2013
- Le nombre **d'infractions économiques et financières** apparaît stable (4 faits en 2013 contre 3 en 2012) et relèvent exclusivement d'escroqueries et d'abus de confiance.
- Les infractions révélées à l'initiative des services (IRAS) sont quasi inexistantes à l'échelle des 8 communes avec une seule **infraction à la législation sur les stupéfiants (ILS)** en 2012 (affaire de consommation sur Sapignicourt).

**Total pour les 8 communes Marnaises relevant de la COB de Thiéblemont**

Population : **2069**

	2011	2012	2013	Evol 11-12	Evol 12-13
<b>Délinquance générale</b>					
Faits constatés DG		<b>60</b>	<b>85</b>	#DIV/0!	41,67%
Faits élucidés DG		NC	NC		
Total MEC		NC	NC		
Mineurs		NC	NC		
Part Mineurs		NC	NC		
<b>Taux de délinquance pour 1000 hab</b>			<b>41,08</b>		
<b>Délinquance de proximité (IPS) - Indicateurs de Pilotage des Services</b>					
Faits constatés IPS		<b>19</b>	<b>46</b>	#DIV/0!	142,11%
Faits élucidés IPS		NC	NC	#VALEUR!	#VALEUR!
Part IPS		31,67%	54,12%		
<b>Total Indicateurs des Atteintes aux Biens (IAB)</b>		<b>45</b>	<b>72</b>	#DIV/0!	60,00%
Part IAB		75,00%	84,71%		
Dont vols simples au préjudice de particuliers (32,42 et 43)		8	5	#DIV/0!	-37,50%
Dont vols à l'étalage (33)		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Dont autres vols simples (39 , 40,41)		6	7	#DIV/0!	16,67%
<b>Total Atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP)</b>		<b>4</b>	<b>3</b>	#DIV/0!	-25,00%
Part AVIP		6,67%	3,53%		
Dont violences physiques non crapuleuses		2	3	#DIV/0!	50,00%
Dont CBV		0	2	#DIV/0!	#DIV/0!
Dont violences physiques crapuleuses		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Dont violences sexuelles		1	0	#DIV/0!	-100,00%
Dont menaces de violence		1	0	#DIV/0!	-100,00%
<b>TOTAL Infractions Economiques et Financières (IEF)</b>		<b>3</b>	<b>4</b>	#DIV/0!	33,33%
Part IEF		5,00%	4,71%		
Dont falsifications et usages de chèques volés (89)		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Dont falsifications et usages de cartes de crédits (90)		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Dont escroqueries et abus de confiance (91)		3	4	#DIV/0!	33,33%
<b>Total Infractions Révélées par l'Action des Services (IRAS)</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	#DIV/0!	-100,00%
Part IRAS		1,67%	0,00%		
Dont ILS		1	0	#DIV/0!	-100,00%
Dont consommation ILS		1	0	#DIV/0!	-100,00%
Dont port ou détention d'armes prohibées		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!

<b>Détail des IPS</b>	2011	2012	2013	<i>Evol 11-12</i>	<i>Evol 12-13</i>
Vol à main armée (15 à 19)		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Vols avec arme blanche (20 à 22)		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Vols avec violence (23, 25, 26)		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Cambriolages (27 à 30)		6	15	#DIV/0!	150,00%
Vols à la tire (32)		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Vols de véhicules + frêt (34, 35)		3	11	#DIV/0!	266,67%
Vols 2 roues motorisés (36)		0	1	#DIV/0!	#DIV/0!
Vols à la roulotte (37)		7	10	#DIV/0!	42,86%
Vols d'accessoires sur véhicule (38)		3	0	#DIV/0!	-100,00%
Dégradations biens publics (66)		0	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Dégradations biens privés (67)		0	3	#DIV/0!	#DIV/0!
Dégradations de VL privés (68)		0	6	#DIV/0!	#DIV/0!
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)					
<b>TOTAL</b>		<b>19</b>	<b>46</b>	#DIV/0!	142,11%
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)		3	13	#DIV/0!	0,125

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 24
----------	--	-----------

### **3.2. En synthèse, les tendances à l'échelle de la Communauté d'Agglomération sur les 2 dernières années (2012-2013)**

- Les tableaux figurant en annexe 1 reprennent les données brutes cumulées à l'échelle de la Communauté d'Agglomération (39 communes)

*NB : Les données 2011 concernant les 8 communes Marnaises n'ayant pas été communiquées, l'analyse porte sur les années 2012 et 2013.*

*Par ailleurs les incendies volontaires étant intégrés dans le total des IPS pour la Police Nationale mais pas pour la Gendarmerie Nationale, ceux-ci sont traités à part.*

*Enfin, l'impossibilité pour la Gendarmerie Nationale d'extraire à partir de l'outil statistique le nombre de mineurs mis en cause par commune devra être prise en compte dans le cadre de la présente stratégie territoriale.*

- **Les quatre communes en zone Police** représentent 67 % de la population de la Communauté d'Agglomération et concentrent 70,4 % de la délinquance générale constatée à cette échelle en 2013 (représentativité en baisse par rapport à 2012 où le poids des quatre communes était de 76,4 %).
  - Le poids des quatre communes demeure toutefois plus conséquent s'agissant des atteintes volontaires à l'intégrité physique (81 % du total), des infractions économiques et financières (85,8 %) et des infractions révélées par l'action des services (87,3 %)
  - Globalement et à l'échelle des 4 communes, tous les grands agrégats de la délinquance sont en baisse depuis 2011.
- **Les 7 communes relevant de la COB de Saint-Dizier** représentent 10,9 % de la population de la communauté d'Agglomération et 11,9 % de la délinquance générale constatée en 2013, poids en légère hausse (10,7 % en 2012) compte tenu notamment d'une augmentation des atteintes aux biens (+19 %). Ces communes apparaissent en effet sur-représentées pour ce qui concerne les atteintes aux biens (16,5 % du total de la CA) et plus particulièrement des indicateurs de pilotage des services (19,6 % du total de la CA)
- **Les 20 communes relevant de la COB de Wassy** représentent 17,4 % de la population de la communauté d'agglomération mais ne représentent en 2013 que 14,3 % de la délinquance générale constatée, part toutefois en hausse (10,4 % en 2012) avec une augmentation significative des indicateurs de pilotage des services (+88,8 %). De ce fait, ces 20 communes représentent désormais 15,9 % du total des IPS contre 8,7 % en 2012. La représentativité des 20 communes est également en hausse s'agissant des atteintes volontaires à l'intégrité physique (14,7 % du total de la CA en 2013 contre 11,2 % en 2012)
- **Les 8 communes Marnaises** ne concentrent que 4,6 % de la population de la Communauté d'Agglomération et 3,4 % de la délinquance générale constatée à cette échelle, poids là aussi en légère hausse (2,4 % en 2012) à mettre en regard d'une augmentation significative des atteintes aux biens et en particulier des IPS mais aussi des incendies volontaires.

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 25
----------	--	-----------

**Tableau de synthèse –délinquance constatée sur la CA Saint-Dizier Der et Blaise en 2013 et comparatif 2012**

	<u>Pour les 4 communes en zone Police</u>	<u>Pour les 7 communes relevant de la COB de Saint-Dizier</u>	<u>Pour les 20 communes relevant de la COB de Wassy</u>	<u>Pour les 8 communes marnaises</u>	<u>A l'échelle de la CA</u>
Délinquance générale	1751 faits constatés : <b>baisse de 5,9 %</b> dont 1588 sur la Ville de Saint-Dizier (-6%) et 163 faits sur les 3 autres communes (-4 %)	295 faits constatés : <b>hausse de 13 %</b> dont 104 à Perthes (+18,2 %) et 71 à Hallignicourt (+ 61 %)	356 faits constatés : <b>hausse de 40,2 %</b> dont 209 à Wassy (+60,8 %)	85 faits constatés : <b>hausse</b> de 41,7 % ( 60 faits en 2012)	2487 faits constatés : hausse de 2,14 %
Taux de délinquance	<b>58,45 ‰</b> (62,2 ‰ sur la Ville centre et 36,8 ‰ en moyenne pour les 3 autres communes)	<b>60,65 ‰</b>	<b>45,68 ‰</b>	41,08 ‰	55,66 ‰
Taux d'élucidation	43,7 % (en hausse – 42,7 % en 2012)	<b>19,32 % (en baisse – 44,8 % en 2012)</b>	<b>41,29 % : en baisse mais reste élevé ( 55,5 % en 2012)</b>	A l'échelle de la COB : 53,12 % - en hausse (44,4 % en 2012)	Taux moyen pour l'ensemble des 31 communes haut-marnaises = 40,38 % contre 44,3 % en 2012 <i>Non communiqué pour les 8 communes de la Marne</i>
Nombre total de mis en cause	634 (-9 %)	59 sur les 7 communes (-22,4 %) A l'échelle de la COB : 109 (-33,5 %)	142 sur les 20 communes (+12,7 %) A l'échelle de la COB : 259 (+18,8 %)	A l'échelle de la COB : 277 (+25,9 %)	835 sur les 31 communes haut-marnaises contre 899 en 2012 (soit -7,7%) <i>Non communiqué pour les 8 communes de la Marne</i>
Mineurs mis en cause	125 (dont 112 sur la Ville de Saint-Dizier) : en baisse (148 en 2012 dont 132 sur Saint-Dizier)	A l'échelle de la COB : 15 – en baisse (48 en 2012)	A l'échelle de la COB : 48 – <b>en hausse</b> (38 en 2012)	A l'échelle de la COB : 56 – en baisse (71 en 2012)	Non communiqué mais tendance générale à la baisse
Taux d'implication des mineurs	19,72 % (en baisse) – 21,2 en 2012	A l'échelle de la COB : 13,8 % - en baisse (29,27 % en 2012)	A l'échelle de la COB : 18,53 % - <b>en hausse</b> ( 17,43 % en 2012)	A l'échelle de la COB : 20,22 % - <b>en baisse mais reste élevé</b> (32,27 % en 2012)	<i>Non communiqué</i>

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 26
----------	--	-----------

	<u>Pour les 4 communes en zone Police</u>	<u>Pour les 7 communes relevant de la COB de Saint-Dizier</u>	<u>Pour les 20 communes relevant de la COB de Wassy</u>	<u>Pour les 8 communes marnaises</u>	<u>A l'échelle de la CA</u>
Indicateurs de Pilotage des Services (IPS) – hors incendies	636 faits constatés (-13,3 %) Poids dans la DG : 36,32 % (en baisse)	207 faits constatés <b>(+16,9 %)</b> <b>Poids dans la DG = 70,2 %</b> (en hausse)	168 faits constatés <b>(+88,8 %)</b> Poids dans la DG = 47,2 % (en hausse)	46 faits constatés <b>(+142 %)</b> – 19 en 2012 <b>Poids dans la DG = 54,1 %</b> (en hausse)	1057 faits constatés contre 1019 en 2012 (+3,73 %) Poids dans la DG = 42,5 % (41,8 % en 2012)
Typologie des IPS – hors incendies	Recul en 2013 de toutes les catégories d'infractions sauf les <b>vols de véhicules (+30 %)</b> et les <b>dégradations de biens privés (+40%)</b>  <b>Les cambriolages restent par ailleurs à un niveau élevé</b> (253 faits)	Hausse significative des <b>cambriolages, vols de véhicules, vols à la roulotte et dégradations de véhicules privés</b>	Hausse significative des <b>cambriolages (103 faits constatés), des vols de véhicules, vols à la roulotte, vols d'accessoires et dégradations de biens privés</b>	Hausse significative des <b>cambriolages, des vols de véhicules et des dégradations de véhicules privés</b>	<b>Hausse des cambriolages (419 contre 360 soit + 16,4 %), vols de véhicules (137 contre 80 soit +71,3%) et des dégradations de biens privés (70 contre 51 soit + 37 %)</b> <b>maintien à un niveau élevé des vols à la roulotte ( 133 contre 131)</b>
Taux d'élucidation IPS – hors incendies	15,25 % (hausse)	<b>9,18 % (baisse)</b>	<b>7,7 % (baisse)</b>	<i>Non communiqué</i>	Taux moyen pour l'ensemble des 31 communes haut-marnaises = 12,8 % contre 17,8 % en 2012
Incendies volontaires de biens publics et privés	59 faits (61 en 2012)	9 faits : stable (8 en 2012)	6 faits : <b>en hausse</b> (1 en 2012)	13 faits : <b>en hausse</b> (3 en 2012)	<b>87 en 2013 contre 73 en 2012 (+19,2 %)</b>
Indicateurs des atteintes aux biens	1005 faits constatés (-8,14 %) Poids dans la DG : 57,4 % (en baisse)	<b>255 faits constatés (+19,16 %)</b>	<b>220 faits constatés (+43,8 %)</b>	<b>72 faits constatés (+60 %)</b>	1552 faits constatés contre 1506 en 2012 (+3%)

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 27
----------	--	-----------

	<b>Pour les 4 communes en zone Police</b>	<b>Pour les 7 communes relevant de la COB de Saint-Dizier</b>	<b>Pour les 20 communes relevant de la COB de Wassy</b>	<b>Pour les 8 communes marnaises</b>	<b>A l'échelle de la CA</b>
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	Total des AVIP stable (342 faits) avec cependant : <b>Violences physiques non crapuleuses qui restent stables mais à un niveau élevé</b> (200 faits) dont coups et blessures volontaires (144 faits) <b>Hausse des menaces de violences (95 faits)</b>	Total des AVIP en baisse : 14 faits 1 seul fait de violence physique crapuleuse (vol avec violence) Recul des violences physiques non crapuleuses 6 faits dont 4 CBV (contre 17 dont 15 CBV en 2012) <b>Hausse des menaces de violence : 5 contre 3</b>	Total des AVIP <b>en hausse</b> : 62 faits Aucune violence physique crapuleuse Violences physiques crapuleuses stables (40 contre 38) mais <b>hausse des CBV</b> (31 contre 23) <b>Hausse des violences sexuelles</b> (13 contre 2)	Total des AVIP stable : 3 faits (4 en 2012) Aucune violence physique crapuleuse 2 Coups et blessures volontaires (contre 0 en 2012)	Total des AVIP stable = 421 contre 419 en 2012 Les coups et blessures volontaires restent à un niveau élevé (249 contre 259) Hausse des violences sexuelles (31 contre 22) et des menaces de violences (109 contre 89) Les violences physiques crapuleuses (vols violents) concernent essentiellement les 4 communes de la CSP
Infractions économiques et financières	133 faits constatés (stable) mais hausse des falsifications et usages de cartes de crédits (51 faits)	7 faits constatés : en baisse (11 en 2012)	11 faits constatés : en baisse ( 17 en 2012)	4 faits constatés : stable (3 en 2012)	155 faits constatés contre 166 en 2012 (-6,6 %)
Infractions révélées par l'activité des services	193 faits constatés (-7,7 %) avec recul des infractions à la législation sur les stupéfiants et des affaires de port ou détention d'armes prohibées	5 faits constatés : en baisse ( 8 en 2012) dont 2 affaires d'ILS (stable)	23 faits constatés : <b>en hausse</b> (15 en 2012) <b>18 ILS</b> (dont 10 affaires à Magneux de trafic ou usage-revente) contre 4 en 2012	Aucun fait constaté en 2013 (1 affaire d'ILS en 2012)	<b>221 faits contre 233 en 2012 (-5,1 %)</b> <b>Hausse des ILS (165 contre 159) liée aux 10 affaires sur Magneux révélant un trafic, les affaires de consommation restant stables mais à un niveau important (146 contre 148)</b>

- De l'analyse des données par ressort de compétence de la Police Nationale et des 3 COB concernées, il ressort deux poches de délinquance :
  - Une qui concerne les quatre communes de la CSP qui se prolonge sur les communes haut-marnaises et marnaises situées le long de la RN4
  - Une qui concerne le triangle Wassy-Magneux-Brousseval et qui se prolonge au sud sur Vaux-sur-Blaise et Rechecourt-Suzemont



PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 29
----------	--	-----------

### **3.3. Synthèse des entretiens conduits auprès des différentes autorités**

#### **3.3.1. Monsieur le Président de la communauté d'agglomération**

- Rencontré à l'occasion de nos différents échanges et réunions concernant le CLSPD de Saint-Dizier et l'ajustement de la stratégie territoriale de Saint-Dizier arrivée à échéance, le député Maire de Saint-Dizier est favorable à la création d'un CISPD au niveau de l'agglomération à la condition de pouvoir continuer à disposer du CLSPD sur la ville centre. Cette décision a été confirmée en réunion du Conseil Restreint du CLSPD de la commune le 9 sept. 2013 et en séance plénière du 13 décembre 2013.
- Le Président de la Communauté d'Agglomération souhaite que cette « mise en réseau » permette d'harmoniser les modes de faire en profitant des « bonnes pratiques » expérimentées ou mises en place à Saint Dizier depuis maintenant 4 ans.
- **Le fait que l'on soit passé en dessous de la barre des 2000 faits constatés par an, témoigne s'il en était besoin de l'efficacité du mode de faire retenu.**
- Le travail partenarial paye.
- Pour le reste, il note que compte tenu de la technicité de certains dossiers : vidéoprotection, cartographie, création d'un CDDF ... et au regard de l'expertise de l'équipe mise en place, celle-ci va faire incontestablement gagner du temps aux communes qui souhaiteraient s'en doter. C'est déjà le cas en 2013 pour les communes de Perthes et Sapignicourt et en 2014 pour la commune de Wassy.
- La participation au CISPD d'autorités territoriales (services de l'Etat, Conseils généraux ...) issues de deux départements limitrophes ne devra pas alourdir le management et la gouvernance des dispositifs existants à Saint-Dizier et à Wassy, sachant que Saint-Dizier doit également suivre de près le dossier ZSP sur le quartier du Vert Bois.
- **La Communauté d'Agglomération met à la disposition de l'ensemble des communes concernées l'ingénierie de projet et l'équipe déjà en charge de l'animation et du suivi du dispositif de Saint-Dizier.**

### **3.3.2. Madame la Sous-préfète de Saint-Dizier**

- Rencontrée alors qu'elle venait de prendre son poste, elle participera avec intérêt à cette opération innovante puisqu'il est rare qu'un CISPD soit aussi interdépartemental. A cet égard, la relation avec la sous-préfecture de Vitry le François ne pose aucun problème.
- Elle en veut pour preuve les réunions alternées sous-préfecture de Saint-Dizier / sous-préfecture de Vitry le François concernant la thématique particulière des vols de frêt sur les aires de repos autour des restaurants et stations service sur le secteur de Perthes / Sapignicourt mais aussi sur les parkings à deux places le long de la RN4.
- Ce dossier est d'ores et déjà suivi par les deux sous-préfectures et les unités de gendarmerie concernées. Ce dispositif devrait conduire avec l'appui d'ERDF, la Direction Départementale des Territoires et la Direction Interdépartementale des Routes (DIR-Est) à réviser le mode d'utilisation de ces espaces et notamment des parkings. L'ingénierie d'agglomération sera associée à ces réunions.
- Une action concernant ce dossier devra figurer dans le futur plan d'action de la communauté d'agglomération. En 9 mois la gendarmerie Nationale est intervenue à 140 reprises sur Perthes (dont 71 pour atteintes aux biens, 22 pour vols de carburant, 19 pour vols de frêt dans les camions, 18 pour vols de véhicules).
- Compte tenu de la règle en matière de CISPD interdépartemental, madame la Sous-préfète pourra représenter les deux sous-préfectures lors des réunions du CISPD plénier ou restreint.

### **3.3.3. Monsieur le Sous-préfet de Vitry-le-François**

- Il prend acte du projet de CISPD et au-delà du principe qui veut que ce soit le préfet du département où la Communauté d'Agglomération a son siège social qui participe et intervienne au nom des deux préfectures, il souhaite pouvoir participer aux travaux qui seront engagés autant que nécessaire.
- Dans le cas précis du dossier de la RN4, il y voit le dossier type qui nécessite la coopération interdépartementale des Directions et services de l'État puisque ce dossier revêt à lui seul plusieurs composantes :
  - Une composante tenant à la sécurité et donc la nécessité de coordonner et impliquer ensemble les différentes forces de sécurité publique et de gendarmerie.
  - Une composante tenant à l'urbanisme et à la sécurité routière DDT51 et 52
  - Une composante tenant aux constructions des établissements (bars – hôtels – parkings – stations service) à revoir dans leur configuration actuelle. (Droit des sols, réseaux électriques, etc.)

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 31
----------	--	-----------

- Sur les communes de la Marne en dehors de Saignicourt concernée par la problématique d'un « quartier » particulièrement impacté par la sédentarisation des gens du voyage sur des emprises au sol pas toujours autorisées, les autres communes sont touchées par les cambriolages qui deviennent l'une des causes principales de l'insécurité réelle et de l'insécurité ressentie (sentiment d'insécurité)
- La possibilité de faire se rencontrer les élus à l'occasion des réunions du CISPD, la possibilité d'échanger autour du dispositif de participation citoyenne sera une bonne chose.
- Là encore, la mise en réseau de ces « dispositifs d'alerte » contribuera certainement à l'obtention de résultats par la gendarmerie Nationale.
- Monsieur le Sous-préfet participera donc à la première réunion du CISPD et souhaite qu'un groupe de travail spécifique soit créé autour du dossier RN4 en y associant si nécessaire les autres communes impliquées jusqu'à et y compris Vitry le François.

#### **3.3.4. Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Châlons-en-Champagne**

- Déjà très sensibilisé par les CLSPD auxquels il lui est donné de participer sur le territoire du département de la Marne, Monsieur le Procureur de la République souhaite que ce dispositif soit le plus opérationnel possible.
- Il a connaissance des difficultés rencontrées autour de la RN4 et des problématiques liées au vol de frêt, vol d'essence mais aussi des agressions, même si elles sont peu nombreuses impliquant des routiers.
- Sur ce point, les échanges avec le Parquet de Chaumont ne posent aucun problème.
- Comme Monsieur le Sous-préfet de Vitry le François, il souhaite participer à la réunion d'installation du CISPD et accepte par la suite le principe d'une délégation de représentation par le Procureur de la République de Chaumont compétent sur l'essentiel des communes impliquées.
- La politique pénale du Parquet de Châlons-en-Champagne est d'avoir en matière de délinquance constatée, et à fortiori en matière de cambriolages qui augmentent partout dans le département de la Marne, une grande fermeté.

- Toutefois les moyens du Parquet restent ce qu'ils sont, même s'il enregistre quelques renforts. A ce titre, le parquet ne pourra pas participer à toutes les réunions et groupes de travail, qui ne manqueront pas de se mettre en place dès que l'on parle de CLSPD à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un CISPD et d'une stratégie territoriale intercommunale et interdépartementale.

### **3.3.5. Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Chaumont**

- Très impliqué lui aussi en matière de prévention et de sécurité, il sera le référent et le procureur de la République en charge du suivi du CISPD en ce qui concerne le champ judiciaire.
- Le procureur de la République de Chaumont a déjà la pratique du CLSPD de Saint-Dizier et de celui de Wassy. Il suit de près le dossier Perthes et Sapignicourt et cela d'autant plus que l'une des familles impliquées dans les difficultés rencontrées fait l'objet d'un suivi exceptionnel puisqu'une réunion extraordinaire du CLSPD de Saint-Dizier s'est tenue le 13 décembre 2013 sur ce sujet.
- Monsieur le Procureur est impliqué dans les travaux de la ZSP de Saint-Dizier. A ce titre, le travail avec les forces de police et de gendarmerie est déjà pour partie la règle. Lui aussi sera attentif à ce que la création du CISPD ne vienne pas « dégrader » le qualificatif mis en place à Wassy comme à Saint Dizier.
- **Il n'a pas de crainte sur ce point sachant qu'en ce domaine la mise en réseau des informations détenues entre services et avec les communes ne peut qu'être bénéfique aux enquêtes à venir.**
- Le CISPD permettra lors des réunions annuelles ou semestrielles de mettre à plat sur le bassin Nord Haut Marnais les statistiques de police et de gendarmerie ce qui permettra de dresser la cartographie des secteurs et zones les plus impactées par les nouvelles formes de délinquance : cambriolages, vols de frêt, vols de véhicules, vols de carburant, dégradations, ... faits que les maires rapportent souvent lors des réunions des CLSPD de Saint-Dizier et de Wassy ou lors de réunions spécifiques propres à l'examen de la situation à Perthes et Sapignicourt.
- La politique pénale du Parquet est en ce domaine identique à celle conduite à Chalon en Champagne : Fermeté au niveau de la réponse judiciaire demandée et appel systématique du parquet si la sanction prononcée n'est pas celle attendue.
- **Le dossier de demande de Maison de Justice et du droit ayant été récemment accepté par la Chancellerie, il permettra de donner une plus grande proximité encore entre Justice et Citoyens sur le bassin Haut-Marnais et Marnais.**

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 33
----------	--	-----------

- Dès lors, la stratégie territoriale intercommunale et interdépartementale de sécurité et de prévention de la délinquance sera le cadre naturel et contractuel de traitement de la sécurité sur ce bassin de vie et le parquet de Chaumont y prendra toute sa part.

### **3.3.6. Le représentant du conseil Général de la Haute-Marne**

- Le directeur de la Solidarité Départementale a communiqué lors de cet entretien à l'ingénierie de projet, le schéma départemental en faveur de l'enfance et de la famille pour la période 2010-2015.
- Le Conseil général tiendra toute sa place dans ces dossiers et participera, comme il le fait déjà pour les C.L.S.P.D. existants, aux travaux conduits dans le cadre du C.I.S.P.D. d'Agglomération.
- La spécificité des actions de la direction de la solidarité et des services qui y sont rattachés en charge de ces dossiers nécessitera leur présence dans les groupes de travail mis en place.
- S'agissant des communes relevant de la compétence du Conseil général de la Marne, il y aura bien sûr les échanges nécessaires mais ce sont les services du Conseil général compétent qui auront à intervenir.
- Le Conseil général de la Haute-Marne est particulièrement impliqué dans le suivi des situations individuelles que ce soit à Saint-Dizier ou à Wassy.
- Le Conseil général poursuivra son action ainsi que celle qu'il mène sur le ressort de la ZSP, il apportera son concours au suivi nominatif des situations individuelles sur les dossiers préalablement préparés.
- Le Conseil général, au-delà de sa participation à ces travaux a sa propre logique de fonctionnement à partir notamment de la centralisation et du traitement des informations préoccupantes rapportées, l'accueil d'urgence et la prise en charge des adolescents en grande difficulté. Il poursuit par ailleurs la mise en œuvre de son schéma départemental autour de 24 actions concernant :
  - Le développement et la cohérence des actions de prévention
  - L'adaptation permanente des dispositifs de protection de l'enfance et le lien parents/enfants
  - L'optimisation des pratiques professionnelles pour mieux accompagner les familles

### **3.3.7. Le représentant du conseil Général de la Marne**

- Le Conseil général de la Marne dispose lui aussi de son schéma départemental enfance-famille.
- Il participe régulièrement aux différentes C.L.S.P.D. ou C.I.S.P.D. existants à Châlons-en-Champagne, Epernay, Reims, Aÿ.
- A ce titre, il interviendra bien évidemment dans cette stratégie intercommunale et dans les groupes de travail où sa présence sera souhaitée s'agissant du suivi ou des informations qu'il serait amené à communiquer concernant les 8 communes Marnaises.
- Le Conseil général de la Marne, tout comme celui de la Haute-Marne participera aux échanges d'informations à caractère individuel dès lors qu'ils seront encadrés par une charte de déontologie tenant compte des nouvelles dispositions résultant des textes diffusés par le secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance en juillet 2014.
- La politique conduite amène à privilégier l'écoute des familles souvent en grande difficulté, afin de mieux les accompagner mais aussi les protéger et là encore, à consolider le lien parent-enfant autant que nécessaire.
- Si cela ne pouvait pas être le cas, les services assurent l'accueil d'urgence et la prise en charge des mineurs et adolescents en grande difficulté.
- La pratique de l'ensemble de ces dispositifs ne devrait poser aucune difficulté et dans tous les cas, les contacts auront lieu avec les services du Conseil général de la Haute-Marne chaque fois que cela apparaîtra nécessaire.
- Le Conseil général de la Marne sera donc présent lors de l'installation du C.I.S.P.D. et dans les groupes de travail qui traiteront des situations des 8 communes marnaises.

### **3.3.8. Le colonel Philippe Chevet commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Marne**

- Celui-ci ne voit qu'intérêt à ce que la communauté d'agglomération qui a dans ses compétences de plein droit la politique de la ville et la prévention de la délinquance, puisse mettre en place un CISPD sur le Nord Haut Marnais en liaison avec la frange de communes Marnaises et notamment Sapignicourt et se doter d'une stratégie territoriale d'Agglomération.
- La gendarmerie Nationale couvre effectivement un grand nombre de communes et les COB de Wassy et de Saint-Dizier seront engagées.
- Le colonel confirme que monsieur le Préfet souhaite en 2014 un « traitement » efficace de la RN4 et plus particulièrement de la zone Perthes/Sapignicourt particulièrement impactée en 2013 par les vols de gasoil et de frêt.
- Deux réunions de travail ont d'ailleurs déjà été l'occasion d'évoquer ce dossier, l'une en sous-préfecture de Saint-Dizier, l'autre en sous-préfecture de Vitry-le-François.
- La gendarmerie Nationale prendra toute sa place en ce qui la concerne dans ce CISPD et dans les groupes de travail retenus pour la mise en œuvre de la présente stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance intercommunale et interdépartementale.
- Il demande au lieutenant Faül de communiquer les données statistiques de ces deux COB et de chacune des communes concernées selon la modélisation communiquée par E.R.M. (transmission mensuelle ou trimestrielle).

### **3.3.9. La lecture de deux commandants de compagnie pour la gendarmerie Nationale**

#### **3.3.9.1. Le capitaine Rodrigues commandant la compagnie de Vitry-le-Francois**

- La délinquance constatée sur les communes concernées est une infime partie de celle dont il a la charge sur le territoire de la compagnie.
- Toutefois le secteur Sapignicourt/Perthes héberge quelques familles posant problème sur l'ensemble du bassin mais il s'agit alors de comportements relevant d'un suivi judiciaire qui se traite au niveau du parquet et non du CISPD.
- Il met prioritairement l'accent au-delà des vols de carburant ou de frêt constatés à ce niveau de la RN4 sur la nécessité de faire aussi respecter les règles d'urbanisme et de construction que tout citoyen se doit de connaître. Il y a là une action de police administrative nul ne devant se sentir au dessus des lois en la matière.
- Il ne voit que des avantages au dispositif qui va se mettre en place même s'il n'a pas attendu l'installation du CISPD pour rencontrer les maires concernés et établir des contacts réguliers voir quotidiens avec la compagnie de Saint-Dizier.
- La vidéoprotection annoncée pourra être ici un outil complémentaire et utile.

#### **3.3.9.2. Le chef d'Escadron Normand commandant la compagnie de Saint-Dizier**

- Le commandant a déjà eu l'occasion de commenter les chiffres de la délinquance constatée en 2013 et notamment les difficultés rencontrées sur la commune de Wassy.
- Il rappelle que ce territoire a vu la première mise en place du dispositif de participation citoyenne qu'il convient là comme ailleurs de faire vivre. Ce qui sera une des actions à conduire en 2014 et les années suivantes.
- Il rappelle les réunions en sous-préfecture de Saint-Dizier et Vitry-le-François et la priorité que monsieur le préfet de Haute-Marne a fixé pour éradiquer les nuisances subies sur la RN4 au niveau de Perthes et Sapignicourt ces derniers temps.
- Les familles impliquées sont identifiées et la concertation en cours impliquant toutes les administrations et services concernés doit se poursuivre.
- Le commandant traite au niveau judiciaire les affaires en cours et souhaite une réponse à la hauteur des nuisances causées par l'une de ces familles.



PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 37
----------	--	-----------

- Toutefois une remise à plat de ce territoire et de ce secteur est nécessaire.
- Sont concernés :
  - La voirie avec une réflexion à mener sur les arrêts camions
  - Les commerçants concernés : Stations service – restaurant pour une mise en sécurité de leurs emprises.
  - Les parkings : avec la mise en place de parkings sécurisés ce qui n'est pas aujourd'hui la règle.
- **Enfin, il rappelle qu'il n'y a pas de « transfert » de criminalité entre le secteur de Saint-Dizier couvert par la ZSP et le secteur de Wassy contrairement aux rumeurs entendues ici ou là.**
- Il va concentrer ses forces sur ce territoire et voit dans la mise en place du CISPD et de la stratégie territoriale un moyen de mieux informer encore les élus sur le travail réalisé sur le terrain et de développer autant qu'il sera nécessaire le réseau des « voisins vigilants » en gardant la maîtrise sur les personnes ainsi qualifiées.
- Pour autant la lutte contre les cambriolages reste la priorité sur ces territoires ainsi que celle contre l'économie parallèle et les trafics de stupéfiants.

### **3.3.10. La lecture du chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Saint-Dizier**

- Pour la Police Nationale, le Commandant Pouilly rappelle l'engagement de ses unités dans la lutte contre la délinquance constatée et les résultats obtenus sur la Ville Centre et les trois autres communes de la CSP depuis la création du C.L.S.P.D. de Saint-Dizier et la relance de son contrat local de sécurité.
- Dans le même temps et depuis la mise en place de la ZSP en 2012, la police nationale dans toutes ses composantes (effectifs de la CSP, Police Judiciaire et équipes en charge du renseignement) mène une action déterminée sur le quartier du Vert Bois concernant la lutte contre les réseaux de deal, l'économie souterraine, les signes de communautarisme et la délinquance « ordinaire », vols et cambriolages.
- L'action de voie publique a porté ses fruits mais l'importance du nombre de mineurs mis en cause reste inquiétante.
- La CCOFSI et la CCOP restent deux structures opérationnelles qui se réunissent chaque mois en sous-préfecture de Saint-Dizier.
- La Police Nationale reste en liaison étroite avec la Gendarmerie Nationale pour « couvrir » ce bassin de vie Haut-Marnais et y apporter toute la vigilance nécessaire.

- Mais il convient que tous les partenaires communiquent leurs propres données et que l'évaluation ne se réduise pas à la seule lecture des statistiques de la Police Nationale.

### **3.3.11. La Direction Générale des Services et la Direction Générale Adjointe concernée de la Ville de Saint-Dizier et de la Communauté d'Agglomération**

- Elles assurent la gestion des questions relatives à la prévention et à la sécurité concernant la commune et confirment que l'ensemble des actions touchant à la prévention de la délinquance, à la dissuasion, à la sanction, à la réparation et à l'aide aux victimes concernent toutes les communes.
- Il en sera notamment ainsi de la MJD étudiée en lien avec le parquet de Chaumont et le parquet Général de Dijon qui oeuvrent à la réussite de ce dossier. La MJD deviendra de fait un « dossier agglomération » et elle sera en mesure de répondre aux attentes de l'ensemble des habitants concernés.
- D'autres équipements pourront bénéficier dans le cadre des groupes de travail qui vont se mettre en place, de la lecture ou de l'apport de l'ingénierie spécialisée interne et externe que détient la commune dès l'instant où ceux-ci relèvent du territoire ou du bassin de vie considéré : équipements communautaires, zones d'accueil des gens de voyage, déchetteries, ZAC existantes ou à créer, parcs d'activités, équipements sportifs ou de loisirs, etc.
- **Pour permettre une bonne gestion de cette nouvelle compétence obligatoire, la Direction Générale des Services et la Direction Générale adjointe mettront à disposition du CISPD et des communes membres une ingénierie externe.**
- **La communauté d'agglomération ayant d'ores et déjà intégré l'ingénierie de projet interne à la commune.**
- La Direction Générale des Services reste vigilante sur la nature des actions conduites dans le cadre de la ZSP et assure le lien avec les travaux conduits sur ce territoire dans le cadre de la politique de la Ville.

### **3.3.12. Monsieur le Maire de Wassy**

- La commune de Wassy a connu une année 2013 difficile en matière de délinquance constatée notamment s'agissant des cambriolages et des atteintes aux véhicules.
- La nouvelle équipe municipale entend conserver le mode opératoire actuel et disposer pour les trois années à venir d'un plan d'actions tenant compte des priorités dégagées à l'occasion de la réunion de son CLSPD restreint ou de la réunion des groupes de travail mis en place.

- Par ailleurs, la commune qui a été la première dans le département de la Haute-Marne à disposer du dispositif de participation citoyenne va poursuivre et conforter ce réseau en indiquant notamment aux entrées et sorties de la commune que ce système de surveillance a été mis en place.
- La commune est également prête à étudier la présence de caméras de vidéoprotection sur l'espace public, là aussi aux entrées et sorties de ville.
- Elle a toutefois centré son action sur le partenariat avec l'Éducation Nationale pour identifier les situations posant problème le plus en amont possible, voir dès le primaire CM1 et CM2.
- Elle pourra, dans le cadre des échanges à venir, faire connaître aux autres communes les outils dont elle dispose pour faire de la prévention de la délinquance sa priorité.
- Disposant elle aussi d'un CDDF, elle pourra tout comme la commune de Saint-Dizier mettre ce dernier à disposition des communes limitrophes après que ces dernières aient pris en conseil municipal une délibération concordante avec la décision que la commune a prise en son temps en conseil municipal.
- **La nouvelle équipe municipale poursuivra ce travail de proximité avec les partenaires institutionnels et locaux et notamment, elle renforcera sa relation à la Gendarmerie Nationale.**

### **3.3.13. Les maires de Sapignicourt et de Perthes**

- Ils se situent parmi les maires des communes membres de la communauté d'agglomération et ne disposant pas de dispositif partenarial spécifique.
- Plusieurs réunions en sous-préfecture de Saint-Dizier ou en sous-préfecture de Vitry-le-François, ont déjà eu à connaître des difficultés qui les concernent.
- Perthes a déjà bénéficié de la logistique du CLSPD de Saint-Dizier pour mettre en place son réseau de participation citoyenne et étudier son projet de vidéoprotection.
- Sapignicourt a également signé un protocole de participation citoyenne et déjà échangé avec l'ingénierie de projet de Saint-Dizier pour aborder le devenir des constructions de la zone de résidence des gens du voyage sédentarisés construites sans titre et sur des terrains inconstructibles et les projets de vidéoprotection de la commune.
- Le maire de Sapignicourt assure par ailleurs la responsabilité de Vice-Président de la Communauté d'Agglomération en charge de la prévention de la délinquance et à ce titre, préside en tant qu'élu, le C.I.S.P.D. d'Agglomération et participe à l'ensemble des groupes de travail existants ou à mettre en place.

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 40
----------	--	-----------

- Ces deux communes seront particulièrement concernées par les travaux du à conduire dans le cadre de la stratégie intercommunale interdépartementale de sécurité et de prévention de la délinquance.

#### **3.3.14. Les autres maires de la Communauté d'Agglomération**

- L'ensemble des maires de la Communauté d'Agglomération a été reçu en mairie de Saint-Dizier en deux groupes pour une présentation du C.I.S.P.D. et de la présente stratégie intercommunale dans ses grands principes.
- Ils ont pu à cette occasion s'exprimer et faire part de leurs attentes.
- Pour l'essentiel, ils sont confrontés aux cambriolages et aux nuisances d'une partie des jeunes de leur population usant ou abusant de l'usage de toxiques ou/et de l'alcool.
- Plus généralement, un sentiment d'insécurité diffus ou ressenti existe bel et bien chez leurs concitoyens.
- L'ingénierie de projet et le coordonnateur prévention-sécurité leur ont décrit le mode de fonctionnement du CISPD et des groupes de travail à venir, notamment le groupe de travail transversal mis en place pour aborder et traiter les dossiers qu'ils auraient à connaître en ces domaines.
- La majorité des maires du bassin de vie concerné est désormais informée du mode de fonctionnement de la Communauté d'Agglomération en matière de prévention de la délinquance.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 41
----------	--	-----------

#### 4. LES OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Ils sont par définition spécifiques aux territoires concernés et donc aux 39 communes membres de la Communauté d'Agglomération.
- Toutefois, ils se doivent de tenir compte des orientations fixées par la stratégie nationale de prévention de la délinquance et des priorités retenues par les plans départementaux de prévention de la délinquance de la Marne et de la Haute-Marne pour chacun des trois programmes d'actions :
  - Programme d'actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance
  - Programme d'actions pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et l'aide aux victimes
  - Programme d'actions pour améliorer la tranquillité publique
- La présente stratégie intercommunale et interdépartementale de prévention de la délinquance retient en ce sens 4 objectifs stratégiques
  - **Objectif stratégique n°1** : mieux identifier et ceci le plus en amont possible, les mineurs et les jeunes majeurs les plus exposés à la délinquance, et notamment les primo-délinquants, puis les accompagner et les suivre individuellement dans la durée
  - **Objectif stratégique n°2** : mieux repérer les atteintes aux personnes, les violences intrafamiliales très présentes dans le Nord Haut-Marnais et améliorer leur prise en charge en mettant en réseau l'ensemble des institutions et services concernés.
  - **Objectif stratégique n°3** : face à une petite et moyenne délinquance d'appropriation en milieu urbain comme en milieu rural, mieux « cibler » encore les territoires considérés comme « prioritaires », « à surveiller » ou « à suivre » en mobilisant autour d'eux l'ensemble des compétences et des acteurs à l'œuvre comme cela se fait déjà sur la ZSP de Saint-Dizier.
  - **Objectif stratégique n°4** : Faire de la réponse judiciaire une action essentielle de cette stratégie territoriale, à la fois par les réponses apportées lorsque la sanction est nécessaire mais aussi en donnant à la Maison de Justice et du Droit située à Saint-Dizier, le rayonnement nécessaire sur le bassin de vie Sud Marnais et Nord Haut-Marnais, créant ainsi une « proximité judiciaire » mieux représentée.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 42
----------	--	-----------

## 5. LE PLAN D'ACTIONS A POURSUIVRE OU A METTRE EN PLACE

Comme les objectifs stratégiques, il est lui aussi adossé aux orientations nationales et aux orientations des deux plans départementaux de prévention de la délinquance.

### **5.1. Les actions transversales concernant l'ensemble des communes membres de la Communauté d'Agglomération**

#### ➤ **Action 1 : Exercer pleinement le droit à l'information en matière de prévention et de sécurité**

- C'est l'article 1 de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance qui prévoit que les maires sont informés **sans délai** par les responsables locaux de la police ou de la gendarmerie nationale, des infractions causant un trouble à l'ordre public commises sur leur territoire
- Ils seront également informés par le procureur de la République, mais cette fois-ci à leur demande, des décisions de justice concernant ces mêmes infractions et les infractions qu'ils auront eux-mêmes signalées.
- Le CISPD et les groupes de travail permettront de faciliter l'accès à ces informations.

#### ➤ **Action 2 : Organiser une meilleure relation entre les 34 communes jusqu'à là non impliquées dans les C.L.S.P.D. existants et les groupes de travail avec les structures et les acteurs du champ social, du champ éducatif et de la prévention de la délinquance**

- Pour cela, participation de ces communes aux réunions du CISPD et au groupe de travail transversal et autant que de besoin aux groupes de travail des C.L.S.P.D..

#### ➤ **Action 3 : Possibilité pour ces communes d'aborder les situations individuelles de mineurs ou jeunes majeurs (12-25 ans) ou d'une famille repérés en participant, moyennant la signature de la charte de déontologie, à l'un des deux groupes de travail dédiés existants à Saint-Dizier et à Wassy**

#### ➤ **Action 4 : Etendre les Conseils des Droits et Devoirs des Familles de Saint-Dizier et Wassy à ces communes par délibérations concordantes leur permettant de présenter devant ces instances, les situations qui le nécessitent**

- **Action 5:** Soutenir les actions de sensibilisation aux conduites à risques en milieu scolaire menées à l'initiative des écoles et des établissements scolaires dans le cadre des projets d'école et des comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, avec l'appui des partenaires institutionnels identifiés et des associations agréées.
- **Action 6 :** Participer à l'identification des situations relevant de violences intrafamiliales souvent tues en milieu rural et prendre à cet effet contact avec les structures aptes à intervenir en ces domaines
- **Action 7 :** Créer un réseau violences intrafamiliales (réseau VIF) à l'échelle de la Communauté d'Agglomération impliquant les CCAS, les circonscriptions d'action sociale, la Police Nationale, la Gendarmerie et les structures et associations intervenant en ce domaine, en particulier les deux CIDFF, l'ADAJ 52 et le MARS (association d'aide aux victimes de la Marne)
- **Action 8 :** Dresser chaque année en CISPD, l'état des territoires considérés comme prioritaires

En ce domaine et au regard de la délinquance constatée par la Gendarmerie Nationale et la Police Nationale sur les communes de l'Agglomération, peuvent être retenus comme territoires prioritaires pour 2014 :

Au Nord

- Les 4 communes de la CSP de Saint-Dizier, et plus particulièrement, Saint-Dizier et Bettancourt-la-Ferrée
- Les communes de Perthes et Hallignicourt relevant de la COB de Saint-Dizier
- Les communes Marnaises de Sapignicourt et Vouilliers relevant de la COB de Thiéblemont et situées en proximité immédiate de Perthes

Au Sud

- Les communes de Wassy, Brousseval et Magneux ainsi que les communes de Rachecourt-Suzemont et Vaux-sur-Blaise relevant de la COB de Wassy

**Cette priorisation des territoires sera actualisée au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la stratégie territoriale en fonction de l'évolution de la situation sur chacune des communes membres**

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 44
----------	--	-----------

- Action 9 : Mettre en place sur chacune des communes plus particulièrement concernées par les cambriolages, le dispositif de participation citoyenne ou « voisins vigilants » et les mettre en réseau avec ceux déjà existants via les contacts entre police nationale et gendarmerie nationale qui les supervisent (prévoir une réunion trimestrielle entre tous ces réseaux)
- Action 10 : Transmission par la police et la gendarmerie nationale des relevés d'informations permettant de dresser pour chacune des réunions du C.I.S.P.D., la cartographie des principales infractions qu'il convient de réduire sur la durée (cambriolages et atteintes aux véhicules en particulier) en s'adossant à la cartographie déjà mise en œuvre sur Saint-Dizier par le service SIG
- Action 11 : Etudier puis mettre en place, chaque fois que cela apparaîtra nécessaire, un équipement de vidéoprotection en privilégiant les entrées et sorties de la commune et le relier soit à la Police Nationale, soit à la Gendarmerie Nationale
- Action 12 : Recenser commune par commune, les capacités d'accueil de postes de TIG mineurs ou majeurs et conforter à cette occasion les relations entre les communes, le SPIP et la PJJ
- Action 13 : Elaborer avec chacun des deux procureurs de la République un protocole organisant le rappel à l'ordre, outil de prévention à la disposition des maires (protocole commun pouvant être proposé à la signature de chacun des maires)
- Action 14 : Mettre en œuvre la mesure de transaction municipale (article 44-1 et R15-33-61 du code de procédure pénale, décret du 26 septembre 2007) après avoir examiné pour cette dernière les modalités de mise en œuvre
- Action 15 : Informer l'ensemble des communes et leurs résidents, des permanences et services disponibles au niveau de la Maison de Justice et du Droit mise en place à Saint-Dizier et à la disposition de la population de l'Agglomération

Telles sont les 15 actions transversales, qui concernent, tout en respectant les orientations nationales, l'ensemble des communes de l'agglomération et couvrant les trois programmes d'actions : jeunes exposés à la délinquance, Violences intrafamiliales et aide aux victimes, et tranquillité publique



PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 45
----------	--	-----------

- Ce plan d'actions pourra être ajusté au fur et à mesure de la mise en œuvre de la présente stratégie territoriale pour tenir compte des besoins émergents et des nouveaux enjeux locaux, notamment si le périmètre de la Communauté d'Agglomération devait évoluer.

## **5.2. Plan d'actions spécifique à la commune de Saint-Dizier et aux trois autres communes de la CSP**

- Ces quatre communes auraient pu constituer une stratégie territoriale à elles seules dans le droit fil de la précédente « stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de Saint-Dizier et communes associées » signée en juin 2011.
- L'intégration dans un dispositif d'agglomération ne doit en rien complexifier l'organisation et le plan d'actions à mettre en place.
- **Ce plan d'actions s'inscrit donc dans la continuité de celui validé en juin 2011 jusqu'en 2014.**
- Il se décline lui aussi en tenant compte des trois programmes nationaux et du plan départemental de prévention de la délinquance de la Haute-Marne, lequel a ciblé Saint-Dizier parmi les territoires prioritaires.

### **5.2.1. Plan d'actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance**

- **Action 16 : Poursuivre l'identification le plus en amont possible (dès le CM1-CM2), des jeunes mineurs et des familles dont le comportement laisse à penser que sans une intervention coordonnée des acteurs institutionnels et locaux les plus impliqués, il pourrait y avoir un basculement dans la délinquance.**
  - Invitation pour cela des Inspecteurs de l'Education Nationale dans le groupe de travail dédié et suivi pour le secondaire, des données relatives aux incidents violents, à l'absentéisme, aux exclusions et au décrochage scolaire.
- **Action 17 : Renforcer à cette occasion le rôle et la place du groupe de travail dédié au suivi des situations individuelles qui pourra également dorénavant, conformément à la stratégie nationale, examiner des situations de jeunes mineurs ou jeunes majeurs réitérants ou récidivistes et pour lesquels, des modalités supplémentaires ou complémentaires aux mesures mises en œuvre par les services judiciaires, pourraient s'avérer utiles, en particulier pour préparer la sortie de la mesure pour le milieu ouvert ou la sortie de prison pour le milieu fermé**

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 46
----------	--	-----------

- Action 18 : Reprendre à l'occasion de la première réunion de ce groupe, l'ensemble des dossiers précédemment abordés afin de les actualiser, identifier les situations considérées comme prioritaires et désigner des référents
- Action 19 : Utiliser régulièrement pour les situations qui en relèvent, le CDDF et mettre en place par écrit la procédure de suivi des situations présentées
- Action 20 : Renforcer en ces domaines (groupe de travail dédié et usage du CDDF), la place et le rôle du Conseil général mais aussi conforter le lien au Parquet des mineurs tant il est apparu que la bonne communication et la coordination entre les structures intervenant dans la prise en charge des situations complexes étaient des éléments indispensables à une action de prévention efficace.
- Action 21 : Conduire une étude spécifique concernant les mineurs mis en cause sur l'année 2013 (âge, domiciliation, nature des faits, état de réitération ou récidive) afin de mieux pouvoir orienter les actions de prévention de la délinquance (publics et territoires cibles)
- Action 22 : Poursuivre le travail d'insertion professionnelle des mineurs et jeunes majeurs (16-25 ans) par une liaison étroite aux acteurs impliqués dans le nouveau contrat de Ville et une meilleure connaissance des possibilités offertes par les dispositifs contractuels mis en place par l'Etat pour faciliter l'accès à l'emploi
- Action 23 : Mieux identifier les situations relevant de problèmes d'exercice de la fonction parentale (souvent familles monoparentales) et mobiliser, via notamment le CDDF, les structures, en particulier celles du REAAP capables d'accompagner dans la durée les parents en grande difficulté éducative résultant souvent de difficultés sociales ou économiques. Y associer la CAF, absente de la première stratégie territoriale et désormais en charge de la coordination des actions de soutien à la parentalité (instruction de la direction générale de la cohésion sociale du 9 avril 2014)
- Action 24 : En complément de l'étude relative aux mineurs, identifier les jeunes majeurs (18-25 ans) réitérants ou récidivistes en lien avec le SPIP puis examiner dans le cadre du groupe dédié au suivi des situations individuelles, les mesures complémentaires pouvant compléter les mesures décidées par l'autorité judiciaire ou visant à prendre le relais lors de la sortie de la mesure judiciaire.

Soit 9 actions pour ce premier volet du plan d'actions spécifique à Saint-Dizier et aux

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 47
----------	--	-----------

### 3 communes associées

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 48
----------	--	-----------

### **5.2.2. Plan d'actions pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales, et l'aide aux victimes**

Jusque là intégré dans la statistique relative aux violences physiques non crapuleuses de la police et de la gendarmerie nationale, les violences intrafamiliales font désormais l'objet d'un indicateur à part entière « violences et conflits intrafamiliaux »

Ce volet pourra dès lors faire l'objet d'une prise en compte plus détaillée dans le cadre de la présente stratégie territoriale à la condition que l'ADAJ52 et le CIDFF puissent continuer à disposer des moyens permettant de répondre aux attentes

Dès lors, la première des actions à conduire consistera à pérenniser et à conforter leur présence sur le territoire.

- **Action 25 : Soutenir les actions de sensibilisation en milieu scolaire sur le respect filles/garçons menées à l'initiative des écoles et des établissements scolaires. Favoriser le développement de ces actions sur les temps d'activités périscolaires**
- **Action 26 : Diffusion des plaquettes élaborées par le CIDFF et l'ADAJ au CCAS, à la Police Municipale, à la Police Nationale, en mairies, à la circonscription d'action sociale et les agences des bailleurs sociaux (cette action pouvant être étendue à l'ensemble des communes de l'Agglomération situées en zone gendarmerie, y compris les communes Marnaises dans le cadre de la mise en place du réseau VIF)**
- **Action 27 : informer les maires et les acteurs locaux (par la Police Nationale et le CIDFF) mais aussi les chefs d'établissements scolaires pour qu'ils puissent mieux identifier ces violences et avoir la capacité de se mettre en réseau avec les structures du réseau VIF à constituer au niveau de l'Agglomération**
- **Action 28 : Maintenir voire développer les permanences à la Maison de Justice et du Droit de Saint-Dizier de l'ADAJ 52 et du CIDFF**
  - Assurer dans ce cadre un examen détaillé du lieu de résidence des victimes accueillies en 2013 au titre de l'aide aux victimes permettant également d'identifier les besoins concernant les autres communes de l'Agglomération
- **Action 29 : Examiner, au regard des situations identifiées, les besoins en terme d'hébergement d'urgence et de capacité d'accueil de jour et de nuit**

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 49
----------	--	-----------

- **Action 30 :** Etude en lien avec la chargée de mission aux droits des femmes et à l'égalité et le Conseil Général de la création d'un poste de travailleur social au Commissariat (le cas échéant mixte Police/Gendarmerie) voire d'un référent « pour les femmes victimes de violences conjugales » (le premier intervenant en direction de l'ensemble des victimes)
- **Action 31 :** Poursuite de la politique pénale du Parquet en matière d'éviction du conjoint violent et application du protocole « téléphone grand danger » pour les situations les plus graves
- **Action 32 :** Etude en lien avec le SPIP du développement de groupes de paroles pour les auteurs

**Soit 8 actions pour ce deuxième volet du plan d'actions spécifique à Saint-Dizier et aux 3 communes associées**

### **5.2.3. Plan d'actions pour améliorer la tranquillité publique**

C'est le domaine dans lequel il est le plus facile, à partir de la transmission des données et statistiques de la police nationale, de mesurer les évolutions mensuelles, trimestrielles et annuelles de la délinquance constatée. La transmission au maire de ces données le plus régulièrement possible est désormais actée, en particulier dans le cadre de la préparation des réunions du C.L.S.P.D.

Le quartier du Vert Bois et la ZSP font l'objet d'un chapitre spécifique de la présente stratégie territoriale

- **Action 33 :** Renforcement de la coordination et de la collaboration entre police nationale, police municipale et OPH de Saint-Dizier sur l'ensemble du patrimoine de l'office
- **Action 34 :** Signature et application de la nouvelle convention de coordination Police Nationale / Police Municipale, suivi de sa mise en œuvre et bilan d'activité trimestriel de la police municipale
- **Action 35 :** Poursuite du programme de requalification du réseau de vidéoprotection sur l'espace public et du Centre Superviseur Urbain
- **Action 36 :** Poursuite de la conduite des études de sûreté et de sécurité publique sur le programme de réaménagement urbain Saint-Dizier 2020
- **Action 37 :** Conduite d'un diagnostic sécurité sur le patrimoine de l'OPH et élaboration d'un schéma directeur de prévention et de sécurité pour cette même période 2015-2017

- **Action 38** : Mise en place, à l'initiative du procureur de la République, d'un groupe local de traitement de la délinquance (G.L.T.D.) pour lutter contre les marchands de sommeil à la Noue, sur le modèle de ce qui a été fait à Joinville. Le mettre en liaison avec le G.L.T.D. qui sera activé sur les communes de Perthes et Villiers-en-Lieu.
- **Action 39** : Animation, suivi et actualisation si nécessaire du réseau de participation citoyenne sur les trois communes associées
- **Action 40** : Déclinaison sur le centre commercial du Vert Bois, des préconisations formulées à l'occasion de l'étude de sûreté et de sécurité publique le concernant
- **Action 41** : Associer plus étroitement au groupe de travail consacré à ce programme d'actions, les commerçants du centre ville, des zones commerciales et industrielles et les grandes surfaces de périphérie.

**Soit 9 actions pour ce troisième volet du plan d'actions spécifique à Saint-Dizier et aux 3 communes associées.**

*Ce troisième volet du plan d'actions constitue le schéma local de tranquillité de la Ville de Saint-Dizier et des communes associées.*

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 51
----------	--	-----------

#### **5.2.4. Actions relevant du champ particulier de compétence de la Zone de Sécurité Prioritaire**

Le quartier du Vert Bois a été classé en zone de sécurité prioritaire (ZSP) depuis novembre 2012.

Le fonctionnement de cette ZSP s'adosse à une cellule de coordination des forces de sécurité intérieure (CCOFSI) et une cellule de coordination opérationnelle du partenariat (CCOP) réunies mensuellement et que monsieur le préfet Lambert, conseiller du Ministre de l'Intérieur a considéré lors de sa visite comme « efficaces »

Toutefois, trois phénomènes restent prégnants sur ce territoire :

- Importance des cambriolages contre une baisse des vols à la roulotte et des faits qualifiés de violences urbaines
- Importance voire augmentation de la part des mineurs mis en cause
- Importance de l'économie souterraine, deal et communautarisme

A noter que la ZSP de Saint-Dizier a anticipé les remarques formulées par le Ministre de l'Intérieur dans sa circulaire du 19 juin 2014 concernant le fonctionnement de la CCOP. Celle-ci entendra le rapport régulier par le coordonnateur prévention-sécurité sur le suivi des situations individuelles domiciliées sur le territoire de la ZSP et abordées dans le cadre du groupe en charge du suivi de ces situations.

Toutefois, le dispositif reste perfectible et les actions suivantes permettront encore de l'améliorer

- **Action 42 : Ajuster les participations à la CCOFSI et à la CCOP pour rendre ces deux instances encore plus opérationnelles**
- **Action 43 : Assurer une coordination optimale des actions conduites dans le cadre de la CCOFSI et celles de la CCOP**
- **Action 44 : Recentrer l'action sur les infractions en hausse en 2013 et 2014 afin d'obtenir une réduction significative de ces faits sur la durée**
- **Action 45 : Faire de la CCOP un lieu de « décision » et non plus de « constat » en faisant en sorte qu'à chaque situation évoquée, corresponde une « feuille de route » impliquant les participants et désignant un pilote en charge de la bonne exécution des mesures décidées.**

Evoquer plusieurs séquences lors de la CCOP :

- Eléments de délinquance
- OPH

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 52
----------	--	-----------

- Cartographies
- Situation dans les établissements scolaires
- Situation SPIP et PJJ
- Situation Conseil général
- Synthèse des situations individuelles suivies par le groupe de travail dédié pour les dossiers domiciliés sur le ressort de la ZSP et pour lesquels on a besoin d'une décision de la CCOP

- **Action 46 : Réduire aux éléments essentiels le tableau de bord de suivi de la ZSP et en rapporter les conclusions à l'occasion des réunions du conseil restreint du C.L.S.P.D.**
- **Action 47 : Recentrer l'action de la CCOP sur les deux orientations fixées par la circulaire du 19 juin 2014 : les jeunes exposés à la délinquance et l'amélioration de la tranquillité publique (cartographie, vidéoprotection et sécurisation du patrimoine de l'OPH)**

### **5.3. Plan d'actions spécifique à la commune de Wassy**

La commune de Wassy est elle aussi considérée par le plan départemental de prévention de la délinquance de la Haute-Marne comme un territoire prioritaire.

La commune a dès le 13 mars 2012 installé son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Elle a aussi mis en place deux groupes de travail (prévention et dissuasion) dont le premier a été décliné en deux sous-groupes, dont un dédié au suivi des situations individuelles doté d'une charte de déontologie. La commune a également créé le 11 juin 2013 en présence de monsieur le préfet, le premier dispositif « voisins vigilants » de la Haute-Marne. Elle a enfin installé le 15 octobre 2013, son CDDF.

Malgré cela, les données de la délinquance constatée en 2013 ne sont pas bonnes et les données du premier semestre 2014 restent à un niveau élevé, ce qui incite à redoubler d'attention.

La nouvelle équipe municipale a décidé, de relancer tous ces dispositifs pour les rendre les plus opérationnels possibles en s'adossant désormais à la dynamique d'Agglomération.

La commune sera donc dotée pour la première fois d'un plan d'actions spécifique en matière de prévention et de sécurité dans le cadre de la présente stratégie intercommunale et interdépartementale.



- **Action 48** : Poursuite de l'identification avec le concours des chefs d'établissement et le responsable de la circonscription d'action sociale, des mineurs les plus exposés aux risques de délinquance, jeunes majeurs et familles dont les situations nécessitent une prise en charge concertée avec la recherche des réponses les plus appropriés et la désignation d'un référent de suivi
- **Action 49** : Assurer, parmi les violences physiques non crapuleuses qui se situent à un niveau élevé et dans le nouvel indicateur « conflits et violences intrafamiliaux », un repérage des situations relevant de violences intrafamiliales et en organiser la prise en charge
- **Action 50** : Réorganisation en interne du rôle, de la place et de la représentation de la police municipale avec recherche d'un policier référent puis rédaction d'une convention de coordination avec la Gendarmerie Nationale
- **Action 51** : Mise en place avec le bailleur Hamaris, d'un schéma directeur de prévention et de sécurité sur le quartier du Champ d'Heu de façon à réduire les actes d'incivilités et les relations de voisinage tendue.
- **Action 52** : Relance et réorganisation du dispositif de participation citoyenne par une formation de ce réseau au rôle attendu de lui et une relation aux forces de l'ordre adaptée aux attentes formulées
- **Action 53** : Conduite d'une étude d'opportunité relative à la mise en place d'un réseau de vidéoprotection aux entrées et sorties de la commune et sur les espaces considérées comme sensibles
- **Action 54** : Utilisation régulière du CDDF et pratique autant que nécessaire du rappel à l'ordre en lien étroit avec le procureur de la République
- Telles sont les 7 actions spécifiques à la commune de Wassy qui seront traitées dans les trois groupes de travail existants et qui seront suivies par le conseil restreint du CLSPD de la commune.

Au total, ce sont dès lors 54 actions qui concerneront soit l'ensemble des communes membres de l'Agglomération, soit la commune de Saint-Dizier et les trois autres communes associées relevant de la ZSP, soit la commune de Wassy jugée comme particulièrement sensible par le plan départemental de prévention de la délinquance.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 54
----------	--	-----------

## **6. LA GOUVERNANCE ET LE MODE OPERATOIRE**

### **6.1. Un CISPD d'agglomération et deux CLSPD de « territoires » Saint-Dizier et communes associées d'une part, Wassy d'autre part**

#### **6.1.1. Un CISPD d'agglomération interdépartemental**

- La création du CISPD a été décidée par délibération du Conseil Communautaire le 26 juin 2014. Le CISPD favorisera l'échange d'expérience et des bonnes pratiques dans le bassin de vie et entre les communes membres.
- Le conseil se réunira :
  - En assemblée plénière une fois par an en février de chaque année
  - En configuration restreinte une à deux fois par an
- Le C.I.S.P.D. d'Agglomération est présidé par le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération en charge de la prévention de la délinquance, dûment désigné par arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération.
- Le préfet de la Marne et le procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Châlons-en-Champagne seront respectivement représentés par le préfet de la Haute-Marne et le procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Chaumont.
- Le préfet de la Haute-Marne désignera, en étroite liaison avec le préfet de la Marne, les représentants des services de l'Etat marnais et haut-marnais appelés à y siéger.
- Les deux Conseil généraux concernés seront membres de droit du C.I.S.P.D.
- La composition du conseil plénier et restreint est fixée par un arrêté signé du Président de la Communauté d'agglomération joint en annexe.
- Le conseil disposera d'un règlement intérieur qui sera soumis à l'approbation de ses membres lors de son installation.
- Le C.I.S.P.D. constitue l'instance de supervision, d'animation et de suivi de la politique locale de prévention de la délinquance sur ce territoire

#### **6.1.2. Deux CLSPD de territoires et un conseil restreint dédié au suivi des dossiers transversaux**

- Il a été acté lors de la délibération de création du CISPD que les deux territoires de Saint-Dizier et communes associées d'une part et Wassy d'autre part conserveraient leurs CLSPD.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 55
----------	--	-----------

- De manière à permettre un suivi des dossiers transversaux et à traiter les situations des 34 communes non associées aux CLSPD de Saint-Dizier et Wassy, le CISPDP pourra se réunir dans une instance restreinte pour traiter ces dossiers.
- Les CLSPD de Saint-Dizier et Wassy fonctionnent comme deux conseils restreints du CISPDP pour leurs territoires respectifs sans être dissous et en conservant leurs configurations actuelles sauf à modifier leur composition suite aux évolutions intervenues au lendemain des élections municipales.
- Les arrêtés relatifs à la composition de ces deux CLSPD de territoire seront annexés aux présentes.

## **6.2. Des groupes de travail adaptés aux territoires**

### **6.2.1. Un groupe de travail adossé au conseil restreint du CISPDP pour les 34 autres communes et les dossiers transversaux**

- Ce groupe traitera :
  - les dossiers transversaux correspondant aux actions 1 à 15 du plan d'actions général.
  - Les dossiers propres aux 34 communes non représentées dans les deux autres territoires et qui nécessitent un examen particulier à la demande de tel ou tel maire.
- La composition de ce groupe de travail sera arrêtée ultérieurement. Il sera présidé par l' élu référent en charge de ces dossiers.
- Il se réunira au minimum au semestre et en fonction de l'actualité et des besoins
- Il se dotera d'indicateurs permettant de suivre son activité

### **6.2.2. Les groupes de travail rattachés au CLSPD de Saint-Dizier et des 3 communes associées**

#### 6.2.2.1. Trois groupes de travail thématiques

- La commune de Saint-Dizier et les communes associées ont décidé de conserver les 3 groupes de travail thématiques existants :
  - Un groupe dédié au volet éducation – prévention et citoyenneté apte à prendre en compte le premier programme national de lutte contre le passage à l'acte en ciblant plus particulièrement les 12 – 25 ans mais sans exclure

aucune situation hors de cette tranche d'âge, qui pourra être traitée de façon exceptionnelle.

- Un groupe dédié au volet dissuasion et prévention situationnelle en charge du troisième programme national et de la lutte contre les actions portant atteinte à la tranquillité publique.
  - Un groupe sanction – réparation – aide aux victimes et aux femmes victimes de violences ou violences intrafamiliales, ce groupe déclinera le deuxième programme national et sera traité en étroite liaison avec le Parquet et les auxiliaires de justice
- Ces trois groupes thématiques, animés par le coordonnateur prévention et sécurité se réuniront trois fois par an fin septembre, fin janvier et fin mai et en fonction de l'actualité et des besoins
  - Leur composition reste la même et les 3 communes associées y participent
  - Ils sont dotés d'indicateurs de suivi et ils rendent compte de leurs travaux au CLSPD plénier et restreint de Saint-Dizier auquel ils sont rattachés.

#### 6.2.2.2. Le groupe en charge du suivi des situations individuelles

- Doté d'une charte de déontologie, il assure pour le bassin considéré le suivi des situations individuelles des familles ou des mineurs et jeunes majeurs en difficulté.
- Il se réunit chaque six semaines ou chaque deux mois maximum
- Ces comptes-rendus sont anonymisés
- Il peut à l'issue de ses travaux orienter un individu ou une famille vers le CDDF
- Ce groupe comme celui de Wassy pourra entendre à la demande de l'une des 34 autres communes de la Communauté d'Agglomération un dossier nécessitant une prise en charge particulière. C'est le maire de la commune considérée en liaison avec l'élue référent de la Communauté d'Agglomération et le coordonnateur prévention-sécurité qui assurera cette présentation.
- Ces 4 groupes de travail auront à prendre en compte les actions 16 à 41 du plan d'actions général constitutives du plan d'actions spécifique à la commune de Saint-Dizier et aux 3 communes associées.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 57
----------	--	-----------

### 6.2.3. Les groupes de travail propres à Wassy

#### 6.2.3.1. Les deux groupes de travail thématiques

- L'organisation mise en place sera maintenue, Wassy dispose :
  - D'un groupe prévention – éducation – citoyenneté en charge ici des actions thématiques relevant du 1<sup>er</sup> programme national concernant la tranche d'âge 12-25 ans mais sans exclure aucune situation hors de cette tranche d'âge, qui pourra être traitée de façon exceptionnelle.
  - D'un groupe dissuasion et prévention situationnelle et lien au volet judiciaire en charge des programmes 2 et 3 du plan national
- Ces deux groupes seront désormais animés par le coordonnateur prévention et sécurité, coordonnateur du CISPD
- Ils se réunissent au semestre
- Ils traiteront des actions 48 à 54 du plan d'action général constitutives du plan d'actions spécifique à la commune de Wassy.
- Leur composition sera réajustée au regard des évolutions intervenues au lendemain des élections municipales

#### 6.2.3.2. Un groupe en charge des situations individuelles

- Il se réunit au trimestre
- Il traite des situations individuelles repérées par les membres du groupe
- Il est doté comme celui de Saint-Dizier d'une charte de déontologie
- Sa composition sera aussi ajustée
- Il pourra entendre des situations pointées par le maire des 34 autres communes comme celui de Saint-Dizier et dans les mêmes conditions
- **Ces groupes de travail spécifiques à Saint-Dizier ou à Wassy comme celui concernant les dossiers transversaux et les 34 autres communes sont la pierre angulaire du dispositif.**
- De la qualité de leurs travaux dépend la réussite de la stratégie territoriale
- Ils devront donc être préparés avec attention, suivis avec régularité et débouchés sur des actions concrètes à mettre en place.

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 58
----------	--	-----------

- Ils ne sont en rien « généralistes », ils doivent donc être le plus opérationnels possible

### **6.3. Deux CDDF à Saint-Dizier et à Wassy**

- Les deux communes les plus exposées se sont chacune dotée d'un conseil des droits et devoirs des familles.
- Ces deux instances demeurent selon le mode opératoire qu'a défini leur règlement intérieur.
- Dès l'instant où une commune membre de la communauté d'agglomération souhaitera bénéficier de ce dispositif, il suffira qu'elle prenne une délibération correspondante et que Wassy ou Saint-Dizier accepte cette adhésion au dispositif
- L'intérêt du CDDF est multiple :
  - Il permet d'abord aux différentes autorités et partenaires qui le compose de recevoir « ensemble » cette famille, cette fratrie ou cet individu et cela constitue le seul lien physique où c'est possible.
  - Il permet ensuite de rappeler le cadre d'exercice de l'autorité parentale, les devoirs de chacun mais aussi les droits
  - Il permet surtout de rédiger un protocole d'engagement réciproque formalisant la proposition acceptée par la famille.
  - Il permet enfin de désigner le ou les référents au dossier en charge du suivi de la mesure.
- Instance née de la loi du 5 mars 2007, elle est le dernier espace et la dernière instance d'ajustement d'un processus organisé entre l'admonestation municipale dont on connaît les limites et le tout judiciaire.

### **6.4. Les cellules de coopération de la zone de sécurité prioritaire (ZSP) sur le quartier du vert Bois à Saint-Dizier (CCOFSI et CCOP)**

- Cette organisation mise en place en 2012 doit prendre en compte la dernière circulaire du ministre de l'Intérieur du 19 juin 2014 et la note de la Garde des Sceaux du 7 août 2014 relative à sa mise en œuvre.
- Le plan d'actions arrêté (cf actions 42 à 47 spécifiques retenues par la présente stratégie territoriale) doit permettre de conforter son action actuelle tout en poursuivant les efforts sur la lutte contre les infractions en hausse, la poussée de l'intégrisme et du communautarisme, la lutte contre les trafics de drogue tout en identifiant le plus en amont possible la situation des familles et des jeunes mineurs posant problème.
- Cette action sera renforcée à partir de la mise en place d'un schéma directeur de prévention et de sécurité propre au bailleur, l'OPH qui est en première ligne pour identifier les situations les plus difficiles.

PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 60
----------	--	-----------

#### ***6.5. Une Maison de Justice et du Droit (MJD) comme nouveau cadre des permanences judiciaires actuelles***

- Adossé à la présence du Tribunal d'Instance, la Commune de Saint-Dizier et son centre administratif accueille les services d'accès au droit et une série de permanences judiciaires depuis le Parquet jusqu'au délégué du Procureur, PJJ, ADAJ, CIDFF, conciliateur de justice, avocats, huissiers, notaires, bien au-delà d'un simple Point d'accès au Droit (PAD)
- La commune en liaison étroite avec le Parquet et le Siège mais aussi avec le Procureur Général et le Président de la Cour d'Appel a déposé un dossier visant à ce que cette antenne de Justice soit labellisée en MJD de deuxième génération.
- La Garde des Sceaux a répondu favorablement
- La stratégie territoriale intercommunale et interdépartementale permettra aux 39 communes membres de faire bénéficier leurs concitoyens de ce dispositif en commençant par une campagne de communication pour mieux le faire connaître puis par une action du Président de l'agglomération en lien avec Monsieur le Procureur de la République et Monsieur le Préfet pour s'assurer, après avoir reçu l'accord de ce label M.J.D. , que les permanences actuelles seront maintenues et renforcées.

#### ***6.6. Une organisation dédiée et un organigramme représentant l'ensemble du dispositif***

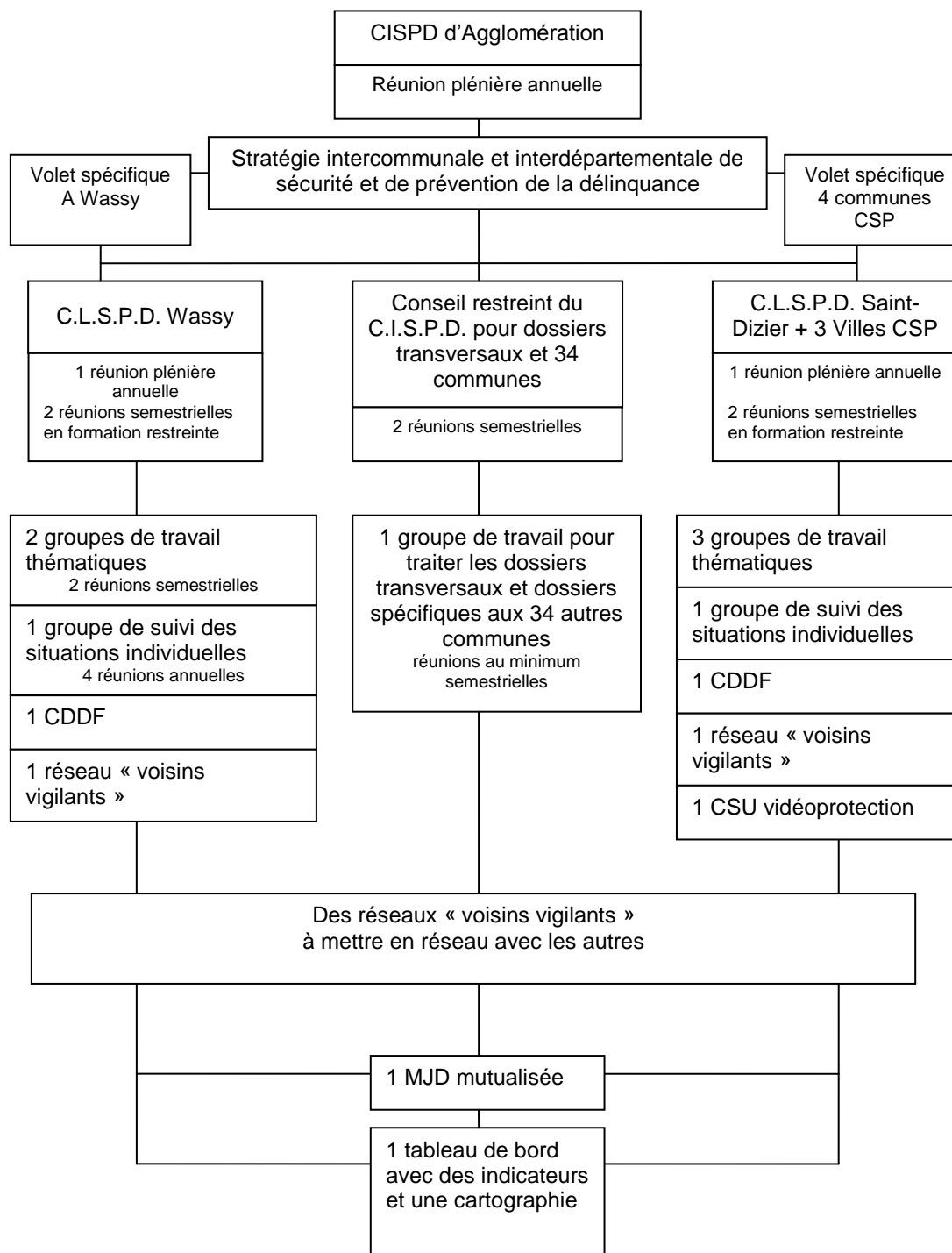
##### **6.6.1. Organisation de suivi**

- La stratégie intercommunale et interdépartementale sera animée ainsi que les instances constituées par l'Ingénierie interne et externe que la commune de Saint-Dizier a mis à disposition de l'Agglomération.
- A ce titre le coordonnateur prévention et sécurité, coordonnateur du CISPD ainsi que le cabinet conseil assureront la logistique technique auprès des maires et de l'élu communautaire référent désigné pour suivre ce dossier par délégation du Président de la Communauté d'Agglomération.



### 6.6.2. Ordinogramme

- Le présent ordinogramme présente les structures et les groupes de travail ainsi que le lien entre tous ces dispositifs



PROJET 1	<p align="center"><b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b></p>	Page : 62
----------	--	-----------

### ***6.7. Un tableau de bord pour assurer le suivi et l'évaluation de ce dispositif***

- Chaque rapport ministériel pointe l'insuffisance des outils d'évaluation d'une manière générale lorsqu'une organisation partenariale est mise en place
- Le CLSPD de Saint-Dizier et la STSPD de Saint-Dizier depuis leur mise en place disposent d'un tableau de bord et d'indicateurs fiables et renseignés.
- La mise en place de la ZSP a donné lieu au même processus
- La stratégie territoriale intercommunale et interdépartementale sera dotée d'indicateurs homogènes qui vaudront pour les 39 communes et l'ensemble des groupes de travail constitués avec notamment un suivi attentif du déroulé et de la déclinaison des 50 actions constitutives du plan.

## **7. LES FINANCEMENTS.**

- Afin de pouvoir atteindre les objectifs fixés par la présente Stratégie Territoriale Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et conduire au mieux les actions qui en découlent, les membres du C.L.S.P.D. s'engagent à rechercher et à mobiliser les financements appropriés :
  - Budget de droit commun de la Communauté d'Agglomération
  - Budgets municipaux de droit commun.
  - Budget de droit commun des différents Ministères concernés
  - Budgets dédiés des Conseils généraux
  - Budget du Conseil régional
  - Budget de droit commun des autres partenaires (bailleurs, transporteurs, etc. ...)
  - Crédits spécifiques de la politique de la Ville (plus spécifiquement pour Saint-Dizier)
  - Crédits du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance
  - Budget de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (M.I.L.D.E.C.A)
- Les partenaires du C.I.S.P.D. auront à définir chaque année, dans le cadre des groupes de travail, les besoins financiers qui s'avèreraient nécessaires au regard des actions conduites ou programmées.
- Afin d'assurer une cohérence dans la programmation des actions, les fiches-projets correspondant aux actions retenues, comme celles relatives aux actions relevant du contrat de Ville, seront transmises au coordonnateur du CISP, en amont du dépôt officiel des demandes de subventions.

## **8. LA COMMUNICATION.**

- La communication doit permettre de valoriser les moyens engagés et les résultats obtenus.
- Cette communication s'organisera :

- **En matière de communication externe, à partir de :**

- Un point presse à l'issue de la réunion annuelle du C.I.S.P.D. et des C.L.S.P.D. de Wassy et Saint-Dizier
- Encarts sur telle ou telle thématique ou tel ou tel dispositif mis en œuvre publiés dans le magazine de l'Agglomération et relayés dans les médias locaux

En ce domaine, toute communication fera l'objet d'une concertation préalable entre le Président du C.L.S.P.D., le préfet et le procureur de la République. Les sujets des communications envisagées seront déterminés conjointement par ces autorités. Aucune information ne peut être délivrée au public sans avoir reçu leur approbation préalable.

- **En matière de communication interne, à partir de :**

- Echanges réguliers entre les membres du C.I.S.P.D.
- Echanges réguliers entre les membres des deux C.L.S.P.D.
- La diffusion des comptes-rendus des différentes instances dans les conditions prévues par le règlement intérieur du C.I.S.P.D.
- De temps de communication interne sur l'avancée des travaux conduits dans le cadre de la stratégie territoriale en direction des élus (communication en bureau et conseil communautaire)

## 9. SIGNATURES

( page de signature à ajuster selon les délégations de signatures autorisées Marne/Haute-Marne)

***Fait à Saint-Dizier, le ..... 2014***

**Monsieur le  
Préfet de la Haute-Marne**

**Monsieur le Maire de Saint-  
Dizier, Président de la  
Communauté d'Agglomération  
de Saint-Dizier, Der et Blaise**

**Monsieur le  
Préfet de la Marne**

**Monsieur le Procureur de la  
République près le Tribunal  
de Grande Instance de  
Chaumont**

**Monsieur le Maire de Wassy**

**Monsieur le Procureur de la  
République près le Tribunal  
de Grande Instance de  
Châlons-en-Champagne**

**Monsieur le Directeur  
Académique des Services de  
l'Education Nationale de la  
Haute-Marne**

**Madame la Directrice  
Académique des Services de  
l'Education Nationale de la  
Marne**

**Monsieur le Président du  
Conseil général de la Haute-  
Marne**

**Monsieur le Président du  
Conseil général de la Marne**

***Annexe 1 : Délinquance constatée à l'échelle de la Communauté  
d'Agglomération (données cumulées pour les 39 communes sur les  
années 2012 et 2013)***

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 66
----------	--	-----------

<b>Total pour l'ensemble des 39 communes de la CA de Saint-Dizier, Der et Blaise</b>					
	2011	2012	2013	Population : Evol 11-12	44684 Evol 12-13
<b>Délinquance générale</b>					
Faits constatés DG		2435	2487	#DIV/0!	2,14%
Faits élucidés DG		NC	NC		
Total MEC		NC	NC		
Mineurs		NC	NC		
Part Mineurs		NC	NC		
<b>Taux de délinquance pour 1000 hab</b>			55,66		
<b>Délinquance de proximité (IPS) - Indicateurs de Pilotage des Services</b>					
Faits constatés IPS (hors incendies)		1019	1057	#DIV/0!	3,73%
Faits élucidés IPS (hors incendies)		178	129	#DIV/0!	-27,53%
Part IPS		41,85%	42,50%		
<b>Total Indicateurs des Atteintes aux Biens (IAB)</b>		1506	1552	#DIV/0!	3,05%
Part IAB		61,85%	62,40%		
Dont vols simples au préjudice de particuliers (32,42 et 43)		256	248	#DIV/0!	-3,13%
Dont vols à l'étalage (33)		64	61	#DIV/0!	-4,69%
Dont autres vols simples (39 , 40,41)		100	94	#DIV/0!	-6,00%
<b>Total Atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP)</b>		419	421	#DIV/0!	0,48%
Part AVIP		17,21%	16,93%		
Dont violences physiques non crapuleuses		259	249	#DIV/0!	-3,86%
Dont CBV		184	181	#DIV/0!	-1,63%
Dont violences physiques crapuleuses		49	32	#DIV/0!	-34,69%
Dont violences sexuelles		22	31	#DIV/0!	40,91%
Dont menaces de violence		89	109	#DIV/0!	22,47%
<b>TOTAL Infractions Economiques et Financières (IEF)</b>		166	155	#DIV/0!	-6,63%
Part IEF		6,82%	6,23%		
Dont falsifications et usages de chèques volés (89)		33	52	#DIV/0!	57,58%
Dont falsifications et usages de cartes de crédits (90)		14	25	#DIV/0!	78,57%
Dont escroqueries et abus de confiance (91)		101	69	#DIV/0!	-31,68%
<b>Total Infractions Révélées par l'Action des Services (IRAS)</b>		233	221	#DIV/0!	-5,15%
Part IRAS		9,57%	8,89%		
Dont ILS		159	165	#DIV/0!	3,77%
Dont consommation ILS		148	146	#DIV/0!	-1,35%
Dont port ou détention d'armes prohibées		32	29	#DIV/0!	-9,38%

PROJET 1	<b>Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Communauté d'Agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise</b>	Page : 67
----------	--	-----------

<b>Total pour l'ensemble des 39 communes de la CA de Saint-Dizier, Der et Blaise</b>					
<b>Détail des IPS</b>	2011	2012	2013	Evol 11-12	Evol 12-13
Vol à main armée (15 à 19)		2	2	#DIV/0!	0,00%
Vols avec arme blanche (20 à 22)		7	2	#DIV/0!	-71,43%
Vols avec violence (23, 25, 26)		39	27	#DIV/0!	-30,77%
Cambriolages (27 à 30)		360	419	#DIV/0!	16,39%
Vols à la tire (32)		17	3	#DIV/0!	-82,35%
Vols de véhicules + frêt (34, 35)		80	137	#DIV/0!	71,25%
Vols 2 roues motorisés (36)		61	51	#DIV/0!	-16,39%
Vols à la roulotte (37)		131	133	#DIV/0!	1,53%
Vols d'accessoires sur véhicule (38)		190	159	#DIV/0!	-16,32%
Dégradations biens publics (66)		22	19	#DIV/0!	-13,64%
Dégradations biens privés (67)		51	70	#DIV/0!	37,25%
Dégradations de VL privés (68)		59	35	#DIV/0!	-40,68%
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)					
<b>TOTAL</b>		<b>1019</b>	<b>1057</b>	#DIV/0!	3,73%
Incendies volontaires de biens publics et privés (62-63)		73	87	#DIV/0!	19,18%
<b>Total IPS incendies compris</b>		<b>1092</b>	<b>1144</b>	#DIV/0!	4,76%